

DIAGNOSTIC DÉPARTEMENTAL POUR LA LUTTE
CONTRE LA PROSTITUTION, LE PROXÉNÉTISME ET LA
TRAITE DES ÊTRES HUMAINS AUX FINS
D'EXPLOITATION SEXUELLE

Restitution des résultats et préconisations
pour le Puy-de-Dôme



INTRODUCTION	1
I- MÉTHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC	4
A. Le diagnostic partagé avec les acteurs de terrain	4
1. Identification et mobilisation des partenaires.....	4
2. Les entretiens.....	5
3. Le questionnaire en ligne	5
4. Les acteurs du territoire ayant contribué au diagnostic.....	6
5. Des données à prendre avec précaution.....	7
B. Le diagnostic Internet	8
1. Rappel de la méthodologie.....	8
2. Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des « clients ».....	9
II- PREMIÈRES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHÉNOMÈNE PROSTITUTIONNEL DANS LE PUY-DE-DÔME	10
A. Nombre de personnes en situation de prostitution identifiées par les partenaires interrogés.....	10
B. Nombre d’annonces Internet et estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet.....	11
III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION.....	15
A. La prostitution visible.....	16
B. La prostitution discrète.....	17
1. Dans les appartements, maisons et hôtels	17
2. Dans les établissements de loisirs : bars et autres lieux à haut risque prostitutionnel	18
C. Répartition des annonces Internet.....	18
D. La prostitution contre biens ou services	20
IV- LES PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE	21
A. Profil des personnes en situation de prostitution identifiées	21
1. Une majorité de femmes	21
2. Un nombre significatif de personnes jeunes, voire très jeunes	22
3. Une majorité de personnes étrangères, une part importante de personnes françaises.....	23
B. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités.....	24
C. Des conditions de vie précaires.....	26
V- LES AUTRES ACTEURS DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL : QUELQUES DONNÉES SUR LES PROXÉNÈTES ET LES CLIENTS-PROSTITUEURS	27
A. Proxénétisme et traite des êtres humains à des fins d’exploitation sexuelle.....	27
1. Du proxénétisme conjugal	28

2. Des réseaux internationaux de traite des êtres humains	28
3. Des réseaux de proxénétisme franco-français	29
4. Du proxénétisme hôtelier	29
B. Les « clients » de la prostitution	29
VI- PISTES D’ACTION A DESTINATION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION, LE PROXÉNÉTISME ET LA TRAITE	33
Axe 1 : Diagnostic et statistiques.....	33
Axe 2 : Partenariat et coordination	35
Axe 3 : Sensibilisation et formation	36
Axe 4 : Aller-vers	37
Axe 5 : Accueil.....	38
Axe 6 : Accompagnement	40
Axe 7 : Prévention	42
Axe 8 : Lutte contre le proxénétisme et le recours à la prostitution	43
ANNEXES.....	46
Annexe 1 : Les 6 points clés de la Loi du 13 avril 2016.....	46
Annexe 2 : Revue de presse des articles parus entre 2018 et 2021 et traitant de prostitution dans le Puy-de-Dôme.....	47
Annexe 3 : Liste des structures rencontrées en entretien dans le Puy-de-Dôme ...	48
Annexe 4 : Questionnaire en ligne.....	49

INTRODUCTION

La loi du 13 avril 2016¹ prévoit la prise en compte de la prostitution dans les politiques publiques, à l'échelle départementale. Dans ce cadre, l'association CeCler a été agréée en 2017, pour porter les Parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle (PSP) dans le Puy-de-Dôme. L'année suivante, la Préfecture a installé la Commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains (CDLP)², chargée de coordonner la lutte contre le système prostitutionnel au niveau départemental et d'étudier les dossiers des personnes souhaitant entrer dans le dispositif PSP.

(Les principales mesures de cette loi sont présentées en annexe 1)

Afin d'alimenter les travaux de cette nouvelle instance, la Préfecture de département et la Ville de Clermont-Ferrand ont confié à l'Amicale du Nid la conduite d'un diagnostic départemental de la prostitution. Celui-ci a été présenté à l'occasion d'une conférence de sensibilisation en ligne, à destination des acteurs institutionnels et associatifs du territoire, le 23 février 2021. Le projet a ensuite été conduit par l'association entre mars 2021 et janvier 2022, en lien avec la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes (DDFE). Ce document en présente les principaux résultats.

L'étude avait trois objectifs principaux :

- Faire remonter les situations de prostitution repérées de manière probable, ou avérée, par les professionnel.les et bénévoles de terrain et établir un chiffre *a minima* du nombre de personnes concernées par la prostitution dans le Puy-de-Dôme ;
- Identifier les ressources, les besoins, les attentes, de ces professionnel.les ;
- Proposer des pistes d'action à la CDLP.

Pour répondre à ces objectifs, la méthodologie suivante a été proposée :

- Sensibilisation des professionnel.les de terrain et recueil de données par un questionnaire en ligne et des entretiens semi-directifs ;
- Cartographie des annonces Internet d'offre de prostitution ;
- Restitution et plan d'action.

¹ Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

² Les commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains sont présidées par les Préfet.es de département et rassemblent les représentant.es d'institutions publiques et des associations agréées. Leur composition est fixée par le Décret n°2016-1467 du 28 octobre 2016 relatif au parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle et à l'agrément des associations participant à son élaboration et à sa mise en œuvre.

La collecte de données a donc eu lieu en deux grandes parties : un diagnostic partagé auprès de professionnel.les, bénévoles et élu.es du département (mars 2021 à janvier 2022) et un diagnostic de la prostitution via Internet (avril à juin 2021), complétés par une revue de presse des articles concernant la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle dans le Puy-de-Dôme. Les données recueillies permettent d'envisager une première quantification, *a minima*, du phénomène prostitutionnel dans le département. Elles font apparaître différents lieux et formes de prostitution et apportent de précieuses informations concernant les personnes en situation de prostitution et leurs parcours de vie. Elles font émerger, enfin, quelques éléments d'analyse sur les autres acteurs du système prostitutionnel, proxénètes et « clients », actifs dans le département, ainsi que les besoins des partenaires pour mieux lutter contre ce système et en accompagner les victimes.

Précautions méthodologiques :

→ Ce diagnostic met en lumière l'existence de la prostitution dans le Puy-de-Dôme, via le prisme des acteurs de terrain et des annonces Internet.

- Les données recueillies lors du diagnostic partagé sont le reflet de la vision des acteurs interrogés, de leur représentativité et de leur sensibilité au sujet de la prostitution.
- Les données du diagnostic Internet sont une photographie à un moment T.

Prostitution dans le Puy-de-Dôme : éléments de synthèse issus du diagnostic

79 professionnel.les, bénévoles et élu.es ont répondu au questionnaire en ligne et/ou été interrogé.es au cours d'un entretien (mars 2021-janvier 2022)³.

→ **66% de ces acteurs déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution.**

Les éléments fournis permettent de poser l'hypothèse de **a minima 115 personnes en situation de prostitution probable ou avérée sur trois ans (2018-2019-2020)**⁴.

→ **659 annonces de prostitution** ont été répertoriées sur 17 sites Internet.

En appliquant un taux de doublon moyen de 55%⁵, nous pouvons émettre l'hypothèse de **362 personnes en situation de prostitution via Internet** au moment de notre étude (avril à juillet 2021)⁶.

Les acteurs interrogés apparaissent **globalement peu outillés** :

87% des répondant.es au questionnaire en ligne s'estiment insuffisamment outillé.es pour repérer les personnes concernées par la prostitution, aborder le sujet avec elles, les orienter et les accompagner.

87% déclarent n'avoir jamais suivi de formation sur la prostitution.

48% n'ont pas connaissance de l'association agréée pour porter les PSP (CeCler).

→ **Les principaux besoins exprimés :**

70% des répondant.es au questionnaire en ligne souhaiteraient bénéficier d'**information et de sensibilisation** ;

58% d'**outils de prévention** ;

45% de **formation** ;

44% de l'**appui d'associations spécialisées** ;

39% de la **mobilisation d'un réseau partenarial**.

³ Voir page 5 et 6.

⁴ Voir pages 10 et 11.

⁵ Taux de doublon moyen établi à partir de 4 échantillons représentatifs produits lors de précédents diagnostics territoriaux (4 départements d'Ile-de-France, 4 départements bretons, Maine-et-Loire, Pas-de-Calais).

⁶ Voir pages 11 et 12.

I- MÉTHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC

Les données que nous présentons dans ce document ont été collectées via deux sources principales :

- Auprès des professionnel.les et bénévoles susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution (mars 2021 à juin 2022) ;
- Sur des sites Internet proposant des annonces d'offre de prostitution (avril à juin 2021).

Les éléments recueillis ont été complétés par une revue de presse des articles parus entre 2018 et 2021 et traitant de faits de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle dans le Puy-de-Dôme (*voir annexe 2*).

A. Le diagnostic partagé avec les acteurs de terrain

Le diagnostic partagé a été réalisé au moyen d'entretiens semi-directifs en distanciel (téléphone ou visio) et d'un questionnaire en ligne envoyé aux professionnel.les et bénévoles susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution. La première étape a consisté à identifier ces partenaires, avec la déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

I. Identification et mobilisation des partenaires

Les échanges avec la DDFE ont débuté au mois de novembre 2020. Ils ont permis d'établir une liste de partenaires à contacter pour la conférence de lancement du diagnostic. Ce temps d'information sur le système prostitutionnel, les actions de l'association agréée et le projet de diagnostic, a réuni une quarantaine de professionnel.les via ZOOM le 23 février 2021. Il a précédé l'envoi du questionnaire en ligne et les prises de contact, par l'Amicale du Nid, pour la réalisation des entretiens semi-directifs.

Les structures ciblées étaient des institutions publiques et des associations intervenant dans les champs d'activité suivants :

- Accueil et accompagnement social, insertion sociale et professionnelle
- Hébergement, logement
- Santé
- Education, jeunesse
- Sécurité publique
- Justice

L'objectif n'était pas d'être statistiquement représentatif de la totalité des acteurs du Puy-de-Dôme mais d'assurer un nombre de contributions suffisant au diagnostic pour que les données recueillies soient exploitables.

2. Les entretiens

9 entretiens ont été réalisés en distanciel auprès de 12 professionnel.les et 1 bénévole (5 entretiens en visio et 4 entretiens par téléphone) (*la liste complète des structures rencontrées en entretien figure en annexe 3*).

Au-delà de la stricte collecte de données, ces rencontres ont été l'occasion pour l'Amicale du Nid de mieux connaître le partenariat, le contexte et les enjeux locaux. Ces échanges avec les professionnel.les et bénévole du territoire se sont avérés d'autant plus précieux que ce diagnostic présentait la difficulté majeure de devoir être conduit intégralement à distance, en raison de la crise sanitaire et des contraintes budgétaires de ses commanditaires.

3. Le questionnaire en ligne

Le questionnaire en ligne a été envoyé par mail à partir du mois de mars 2021, via le croisement de deux listes de diffusion :

- Les partenaires identifiés avec la DDFE et ayant participé à la conférence de lancement du 23 février 2021 ;
- Les partenaires ayant assisté à une précédente conférence de sensibilisation organisée par l'association CeCler, suite à son agrément pour porter le dispositif PSP.

Auto-administré via Google Form, il était constitué de deux parties :

I- Le repérage et l'identification des personnes en risque, ou en situation de prostitution

II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution

(*Le questionnaire complet est disponible en annexe 4*).

Il avait pour objectif de faire remonter deux types de données :

- Des éléments sur les risques et les situations de prostitution identifiés, de manière probable ou avérée, par les acteurs de terrain : formes et lieux de prostitution, personnes victimes du système prostitutionnel et leurs parcours et conditions de vie, présence de proxénètes et/ou de réseaux de traite des êtres humains.

- Des éléments sur les pratiques professionnelles des répondant.es : les ressources déployées pour la prise en charge des victimes de prostitution, les besoins identifiés.

Dans la lignée des conférences de sensibilisation, le questionnaire a été conçu comme un outil de collecte de données mais aussi d'information au sujet du système prostitutionnel. De courts paragraphes sur les différentes formes de prostitution, les facteurs d'entrée dans le système prostitutionnel, la loi du 13 avril 2016 et le proxénétisme ont été introduits. Par ailleurs, il était possible de répondre au questionnaire collectivement, en indiquant le nombre de personnes consultées. Cette modalité de réponse a été pensée comme un moyen d'aborder le sujet de la prostitution en équipe, à l'échelle d'un service ou d'une structure.

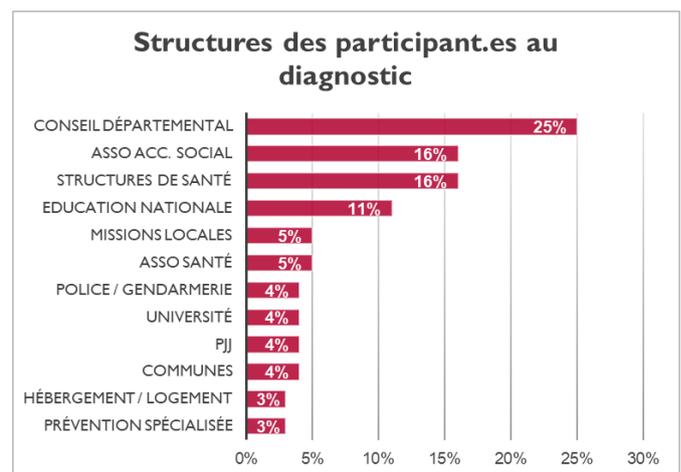
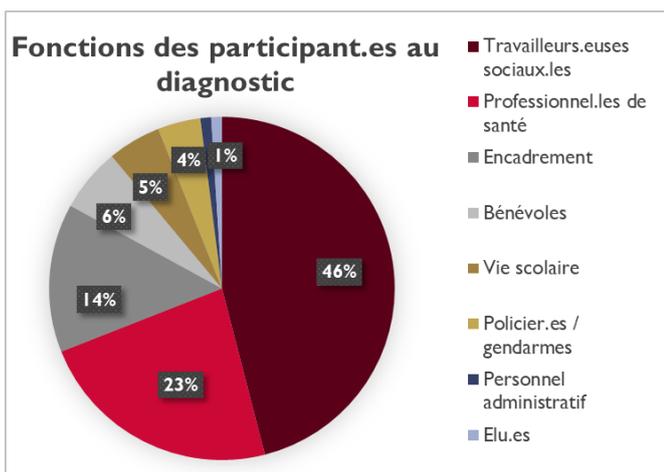
71 professionnel.les, bénévoles et élu.es ont répondu au questionnaire en ligne⁷.

4. Les acteurs du territoire ayant contribué au diagnostic

Au total, ce sont 79 professionnel.les, bénévoles et élu.es qui ont participé au diagnostic dans le Puy-de-Dôme, via les entretiens et/ou le questionnaire en ligne.

Les travailleurs.euses sociaux.les et les professionnel.les de santé constituent la majorité des répondant.es puisqu'elles.ils représentent respectivement près de la moitié et du quart des acteurs ayant contribué au diagnostic (soit 36 et 18 professionnel.les sur 79).

Elles.ils travaillent principalement pour le Conseil départemental (20), des associations d'accueil et d'accompagnement social (13), des structures de santé (13) ainsi que l'éducation nationale (9).



⁷ 35 réponses ont été obtenues, dont 16 collectives. Les réponses collectives ont concerné entre 2 et 7 professionnel.les selon les structures répondantes.

5. Des données à prendre avec précaution

Les données présentées dans cette étude doivent être considérées avec une extrême précaution. Elles n'ont pas de valeur absolue en dehors du contexte de ce diagnostic et ne peuvent être comparées de manière brute avec les éléments recueillis lors d'autres diagnostics, y compris lorsqu'ils ont été réalisés avec la même méthodologie, car elles ne représentent pas objectivement l'intégralité de la réalité du phénomène prostitutionnel dans les territoires étudiés.

Outre le fait que l'échantillon recueilli apparaît relativement réduit, il est important de souligner que les réponses qui le constituent sont d'ordre déclaratif. Elles comportent en cela des difficultés d'interprétation dues au fait qu'elles reflètent :

- L'intérêt porté au sujet de la prostitution, au niveau individuel pour chacun des partenaires interrogés, mais aussi à l'échelle du département et des politiques publiques qui y sont menées.
- Les niveaux de sensibilisation et de formation des acteurs à la problématique du système prostitutionnel. Le repérage des personnes en situation ou en risque de prostitution s'avère complexe. La prostitution est rarement nommée par les personnes qui en sont victimes, ni par les professionnel.les qui les rencontrent, du fait des nombreuses représentations qui l'entourent et qui influencent, souvent de manière inconsciente, les façons dont elle est perçue. Les réponses au questionnaire et les entretiens réalisés indiquent que tous les acteurs interrogés n'en sont pas au même stade de travail ou de réflexion sur ces représentations. Tous n'ont pas le même degré de connaissance du système prostitutionnel.
- Des faits qui ont été, pour un certain nombre d'entre eux, rapportés par les personnes victimes. Les discours, et leur rapport, dépendent de plusieurs niveaux d'interprétation : ils sont nécessairement contraints par ce que les personnes victimes acceptent et/ou sont en mesure de révéler et par la capacité des professionnel.les à les entendre. Cette contrainte se retrouve pour toutes les violences sexistes et sexuelles. De manière générale, peu de femmes victimes de violences portent plainte (environ 18% pour les violences au sein du couple, 12% pour les viols ou tentatives de viol en France métropolitaine⁸). Cela s'explique par l'emprise exercée par les agresseurs mais aussi par la tolérance aux violences sexistes et sexuelles dans notre société : les violences subies sont taboues, renvoyées à la sphère privée, les femmes victimes sont stigmatisées, la charge de la culpabilité inversée. Si cela semble évoluer depuis quelques années pour certaines formes de violences à l'encontre des femmes (violences conjugales notamment), ce n'est pas encore le cas pour la prostitution. Dans ce contexte, la connaissance et la prise de conscience des professionnel.les de la problématique sont clés pour permettre aux victimes de parler de leur vécu.

⁸ <https://arretonslesviolences.gouv.fr/je-suis-professionnel/chiffres-de-referance-violences-faites-aux-femmes>

Dans le Puy-de-Dôme, seul.es 13% des répondant.es au questionnaire en ligne indiquent avoir déjà suivi une formation sur le système prostitutionnel. 87% d'entre elles.eux s'estiment insuffisamment outillé.es pour repérer les personnes en situation de prostitution, aborder le sujet avec elles, les orienter et les accompagner (voir VI- Pistes d'action à destination de la Commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite).

B. Le diagnostic Internet

Au moins, 62% de la prostitution passerait aujourd'hui par Internet⁹, pour la mise en relation entre « clients » et personnes en situation de prostitution. L'Amicale du Nid a donc choisi, dans la construction de ses diagnostics, de considérer Internet comme un terrain de recherche à part entière apportant des données complémentaires à celles recueillies auprès des partenaires des territoires étudiés.

1. Rappel de la méthodologie

17 sites Internet ont été observés, à partir d'une liste issue du diagnostic conduit par l'Amicale du Nid dans quatre départements d'Ile-de-France (2016-2017)¹⁰ et mise à jour au moyen d'une recherche Google par mots clés : « prostitution + département », « prostituée + département », « trouver prostituée + département », « escort + département », « massage érotique + département ».

Ces sites peuvent être répartis en trois catégories : les sites spécialisés en « escorting » (sites d'agences d'« escorts » basées à l'étranger ou catalogues d'« escorts »), les sites de petites annonces généralistes et les sites de rencontres.

Sur ces 17 sites, une quantification des annonces d'offre de prostitution a été effectuée avec un tri en fonction des villes déclarées par leurs auteurs.rices, permettant d'établir une cartographie des annonces publiées dans le Puy-de-Dôme.

Au total, 659 annonces ont été comptabilisées dans le département entre le 1^{er} avril et le 5 juillet 2021.

Lors de précédents diagnostics conduit sur Internet, nous avons pu constater qu'une proportion importante d'annonces étaient susceptibles de revenir plusieurs fois sur le même site ou sur différents sites. L'étude d'échantillons représentatifs des annonces Internet publiées dans 10 départements (4 départements franciliens, 4 départements bretons, Maine-et-Loire et Pas-de-Calais) nous a permis de

⁹ Mouvement du Nid et Psytel, Etude « PROSTCOST – Estimation du coût économique et social de la prostitution en France », 2015. La synthèse de l'étude est consultable ici :

<https://prostcost.files.wordpress.com/2015/05/prostcost-synthc3a8se-ok.pdf>

¹⁰ Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017.

Le document complet est téléchargeable ici :

<https://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2018/03/diag-idf-version-finale-dec2017.pdf>

définir un taux de doublon moyen d'environ 55%. Bien que le calcul ne permette pas de prendre en compte d'éventuelles spécificités géographiques ou temporelles, nous proposons d'appliquer ce taux de 55% aux annonces répertoriées dans le Puy-de-Dôme afin d'émettre une première hypothèse quant au nombre de personnes pouvant se trouver derrière ces annonces (voir II-B- Nombre d'annonces Internet et estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet).

2. Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des « clients »

Parallèlement à la cartographie des annonces d'offre de prostitution, nos recherches sur Internet ont permis d'apporter des éléments d'information sur la prostitution dans le Puy-de-Dôme concernant deux points :

- Les lieux à « haut risque prostitutionnel ». Nous savons que les bars à hôtesse (également appelés bars à champagne, américains ou à bouchons selon les régions), les clubs à vocation sexuelle (libertinage, strip-tease, échangisme...), les saunas et salons de massage érotiques ou encore les sex-shops avec cabines sont susceptibles d'abriter des activités prostitutionnelles. Cette réalité est confirmée par les témoignages de personnes accompagnées par les associations spécialisées. Malgré cela, comme l'indique le rapport d'information parlementaire Geoffroy / Bousquet de 2011, « la preuve de l'activité prostitutionnelle est difficile à apporter, étant donné l'apparence de légalité de ces établissements »¹¹. Une recherche Google à partir de mots clés tels que « bar à hôtesse + département » ou « salon de massage érotique + département », ainsi que la consultation des sites www.clubech.fr et www.petitfute.com (rubrique « S'amuser – sortir ») nous a permis de dresser une liste de ces lieux, que nous appelons « à haut risque prostitutionnel », dans le Puy-de-Dôme (voir III-B-2 La prostitution dans les établissements de loisirs : bars et autres lieux à haut risque prostitutionnel). Les faire apparaître dans ce diagnostic ne signifie pas que des faits de prostitution avérés y ont nécessairement été constatés mais permet d'exprimer notre inquiétude quant aux risques prostitutionnels qu'ils peuvent engendrer.
- Les « clients » de la prostitution. Comme nous le verrons dans la dernière partie de ce diagnostic, les acheteurs d'actes sexuels sont tout à fait visibles sur Internet. Une étude des annonces de demande de prostitution sur un site de petites annonces généraliste, ainsi qu'une simulation sur un tchat régulièrement cité par les professionnels de la jeunesse et des forces de l'ordre, nous permettent d'illustrer la présence de clients-prostituteurs dans le Puy-de-Dôme (voir V-B- Les « clients » de la prostitution).

¹¹ Danielle Bousquet et Guy Geoffroy, *Prostitution : l'exigence de responsabilité. En finir avec le mythe du « plus vieux métier du monde »*, Rapport d'information n°3334, Avril 2011.

Le rapport complet est consultable ici : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i3334.asp>

II- PREMIÈRES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHÉNOMÈNE PROSTITUTIONNEL DANS LE PUY-DE-DÔME

Les données recueillies dans le cadre du diagnostic partagé et du diagnostic Internet nous permettent de poser les premières bases pour une quantification de la prostitution dans le Puy-de-Dôme. Les chiffres présentés n'ont pas vocation à être exhaustifs mais visent à donner une idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel sur le territoire étudié. Ils correspondent, dans tous les cas, à des estimations *a minima*, rendant compte d'une partie du système prostitutionnel perçue par le prisme des acteurs de terrain et des annonces Internet.

- **66% des acteurs interrogés déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution.**
Les éléments fournis par ces acteurs permettent de poser l'hypothèse de **a minima 115 personnes en situation de prostitution probable ou avérée sur trois ans (2018-2019-2020).**
- **659 annonces de prostitution** ont été répertoriées sur 17 sites Internet.
En appliquant un taux de doublon moyen de 55%¹², nous pouvons émettre l'hypothèse de **362 personnes en situation de prostitution via Internet** au moment de notre étude (avril à juillet 2021).

A. Nombre de personnes en situation de prostitution identifiées par les partenaires interrogés

66% des professionnel.les, bénévoles et élu.es interrogé.es via le questionnaire en ligne et/ou lors des entretiens (soit 52) déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution. Les éléments fournis par ces acteurs nous permettent de poser l'hypothèse d'au moins 115 personnes en situation de prostitution probable ou avérée, sur trois ans (2018-2019-2020). Ces personnes peuvent être domiciliées dans le département ou de passage. Elles peuvent être en situation de prostitution dans le Puy-de-Dôme ou d'autres départements d'Auvergne Rhône-Alpes (Allier, Haute-Loire, Rhône), d'autres régions française (Paris) voire à l'étranger (Pays-Bas, Suisse ou sur le parcours migratoire). Dans tous les cas, elles ont été en contact à un moment donné avec des structures du territoire, associatives ou institutionnelles.

¹² Taux de doublon moyen établi à partir de 4 échantillons représentatifs produits lors de précédents diagnostics territoriaux (4 départements d'Ile-de-France, 4 départements bretons, Maine-et-Loire, Pas-de-Calais).

Le chiffre avancé correspond à une estimation basse du nombre de personnes en situation ou en risque de prostitution repérées par les partenaires interrogés¹³. Il ne s'agit en aucun cas d'un décompte de la totalité des personnes en situation de prostitution sur le territoire étudié. Le diagnostic ne permet notamment pas de visibiliser les personnes qui ne seraient pas déjà en contact avec des services sociaux ou de santé du département. Il ne s'agit pas non plus d'une indication du nombre de parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle qui pourraient être mis en œuvre dans le Puy-de-Dôme. Nous n'avons pas d'éléments sur le nombre de personnes concernées qui feront une demande de sortie de prostitution. Nous savons, de par notre expérience, que la formulation d'une telle demande peut être longue et difficile, notamment pour que la personne prenne conscience du système d'emprise dans lequel elle est enfermée et trouve les moyens, et les appuis, pour envisager de s'en affranchir. D'où l'importance de constituer un maillage partenarial autour de cette question et de renforcer l'intervention spécialisée d'associations agréées, comme prévu par la loi du 13 avril 2016.

B. Nombre d'annonces Internet et estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet

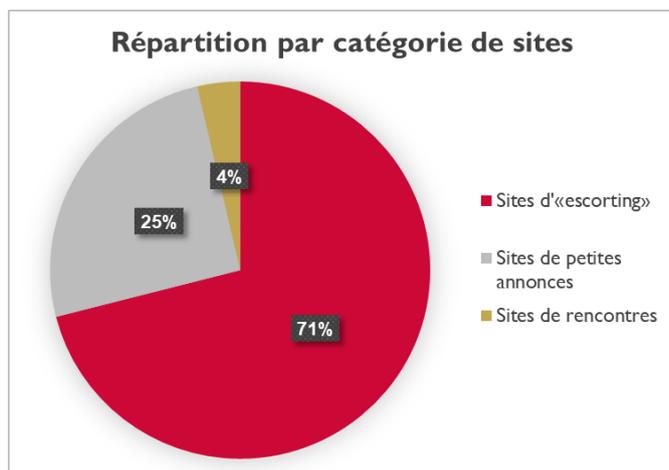
Nombre d'annonces d'offre de prostitution affichées dans le Puy-de-Dôme, répertoriées entre le 1^{er} avril et le 5 juillet 2021, par site étudié.

Sites	
ladyxena.com	31
escortsexe.net	10
happyescorts.com	4
escort-fr.com	55
france.topescortbabes.com	4
escorts69.fr	1
niamodel.com	2
247annonces.com	33
lovesita.com	30
sexemodel.com	277
rencontreintime.com	11
escort-galleries.com	6
escorte.com	4
Total sites spécialisés « escorting »	468
wannonce.com	127
g-trouve.com	43
Total sites de petites annonces	167

¹³ Une même situation peut avoir été renseignée plusieurs fois, par différents acteurs. Les données recueillies via le questionnaire en ligne et lors des entretiens ont été consolidées et croisées pour retirer autant que possible les doublons. Nous n'excluons pas que certains aient pu nous échapper, faute d'informations disponibles. Les choix de calculs qui ont été fait nous permettent cependant raisonnablement de penser que les données présentées dans ce document sont bien une estimation *a minima* du nombre de personnes en situation probable ou avérée de prostitution identifiées par les professionnel.les interrogé.es. Dans le questionnaire en ligne, et lors des entretiens, il était demandé aux professionnel.les de préciser le nombre de personnes concernées par les situations repérées. En l'absence de réponse, nous avons choisi de compter 1 par défaut. Lorsque la réponse comprenait plusieurs chiffres (par exemple : « 3 ou 4 »), nous avons systématiquement retenu le plus petit.

onseconnait.com	8
celibook.com	16
Total sites de rencontres	24
TOTAL	659

659 annonces ont été répertoriées dans le Puy-de-Dôme entre les mois d'avril et juillet 2021.



Comme exposé plus haut, nous proposons d'appliquer un taux de doublons moyen de 55% à ces 659 annonces dans le Puy-de-Dôme (voir I-B-1- Rappel de la méthodologie). Sur cette base, nous pouvons émettre l'hypothèse de 362 personnes en situation de prostitution derrière par ces annonces.

Compte tenu de toute la partie restée inexplorée des réseaux sociaux, applications mobiles, tchats et sites nécessitant une inscription pour en consulter les contenus, nous pouvons raisonnablement penser qu'il s'agit, là encore, d'une estimation basse du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet dans le Puy-de-Dôme, au moment T de notre étude.

Voici quelques exemples d'annonces répertoriées dans le département :

« Jolie poupée de l'Afrique de l'ouest avec un corps naturel aimant le partage sensuel. Dans le respect et la discrétion.

Jeune épicurienne à découvrir. »

(extrait du site ladyxena.com)

« Bonjour, je m'appelle Jessie une jolie femme-trans brésilienne, passe une saison en France, j'ai 1.75 et 82 kilos très bien repartis. Gros bisous à vous. »

(extrait du site wannonce.com)

« Jolie femme brune mature, élégante, sexy, douce, souriante avec de belles formes. Je vous reçois en lingerie fine, pour un moment de détente sans précipitation. Les photos sont réelles, sans surprises. Je ne réponds pas aux mails, aux numéros masqués, ni aux sms. Je m'adresse uniquement aux hommes courtois et respectueux. Je vous attends avec plaisir. A bientôt. »

(extrait de ladyxena.com)

« Dispo à Chamalières. Bonjour je suis Katya photo réelle, poitrine 90 C , 1,70 m, yeux miel, très éduquée, agréable, douce, sensuelle. Ça suffit de passer me voir une fois vous devenez ADICT. Je reçois dans un appart privé la propreté est IMPÉRATIVE, je me réserve le droit de pas négocier et refuse tout ce qui ne me convient pas. Pour toutes les info je vous laisse mon contact. Je reçois dans une lingerie sexy tout le temps, svp pose toutes les questions dans 1 seul message si possible merci. A très vite »

(extrait de sexemodel.com)

Ces quatre annonces illustrent à elles seules plusieurs aspects de la prostitution via Internet¹⁴ :

- La prostitution est rarement nommée comme telle. Elle est suggérée, édulcorée : « partage sensuel », « moment de détente ».
- Les auteurs.rices des annonces, qui ne sont pas forcément les personnes en situation de prostitution elles-mêmes, ont recours à des faux-semblants tout à fait similaires à ceux que l'on peut observer dans la prostitution de rue : « épicurienne », « gros bisous », « avec plaisir ». Les annonces peuvent laisser entendre que les personnes sont en situation de prostitution par pur plaisir et qu'elles sont dans une certaine maîtrise, voire qu'elles ont la possibilité de choisir leurs « clients » et leurs « conditions d'exercice » : « je m'adresse uniquement aux hommes courtois et respectueux », « je me réserve la possibilité de pas négocier et refuse tout ce qui ne me convient pas ». Ces faux-semblants cachent les rapports de domination, la violence et l'emprise inhérents au système prostitutionnel et leurs conséquences sur les personnes en situation de prostitution.
- La marchandisation des corps et la réification des personnes sont exacerbées. Les personnes sont classées dans des catégories, renvoyant à un âge, une couleur de peau, de cheveux, une origine

¹⁴ Pour une analyse plus complète de la prostitution via Internet, voir Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Île-de-France*, Décembre 2017
<https://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2018/03/diag-idf-version-finale-dec2017.pdf>

« ethnique », une nationalité, une corpulence... pour être choisies par les « clients » : « poupée de l'Afrique de l'ouest », « brésilienne », « brune mature », « poitrine 90C »... Ces catégories ne correspondent pas forcément à la réalité des personnes et sont empreintes de stéréotypes sexistes et racistes.

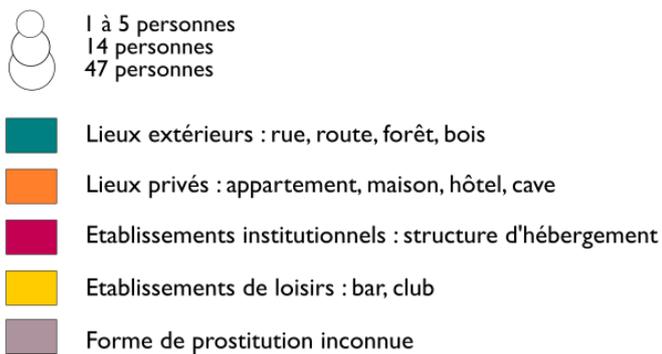
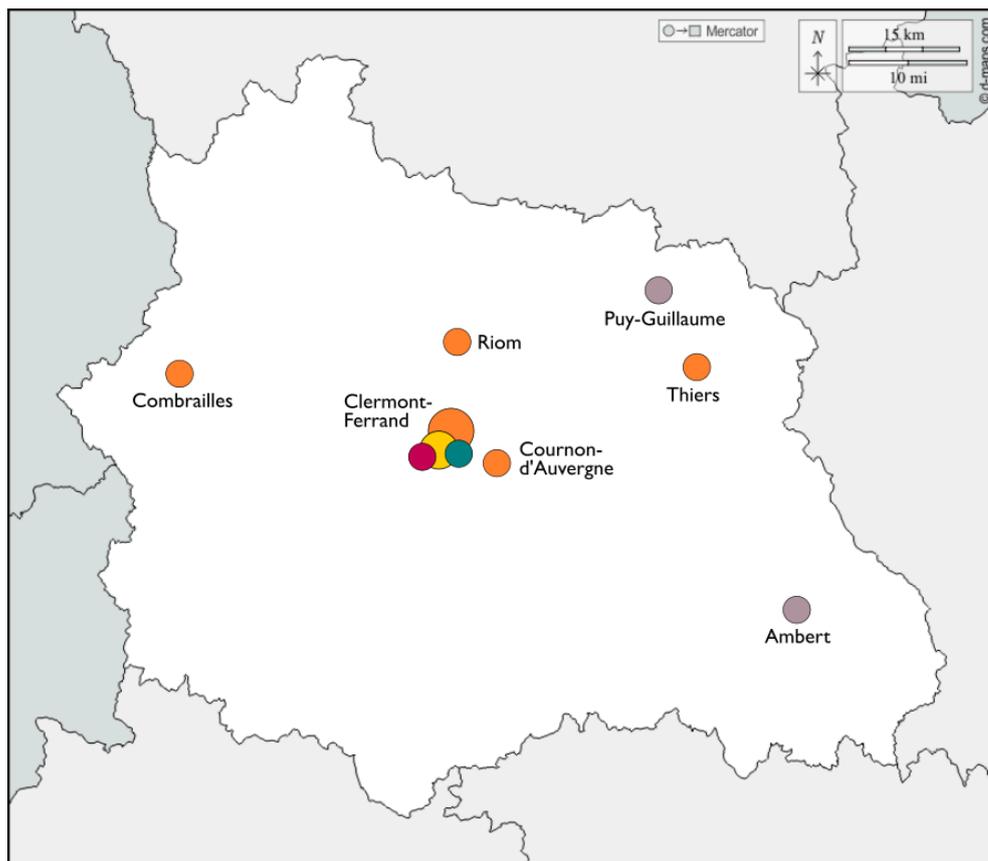
- Cette marchandisation passe aussi par l'usage de photos (« photos réelles ») qui, très souvent, font apparaître des corps sans visages, dans des positions sexuellement explicites et soumises, ou des morceaux de corps (seins, fesses, sexes).
- Si les annonces sont virtuelles, elles comportent des éléments nous rappelant que la rencontre avec le « client » et la passe sont bien réelles : « je vous attends », « je reçois dans un appart privé », « je reçois en lingerie fine ». Internet reste un mode de mise en relation avec les clients-prostitués. Il peut exacerber certains aspects du système prostitutionnel, la marchandisation ou la mobilité par exemple, mais il n'en modifie pas fondamentalement la structuration et le fonctionnement.
- La prostitution via Internet est très mobile : « passe une saison en France ».

III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION

La cartographie présentée dans cette rubrique permet de visualiser les lieux et les formes de prostitution identifiés par les professionnel.les, bénévoles et élu.es interrogé.es. Sans prétendre à l'exhaustivité, elle donne une première idée, *a minima*, des formes prises par la prostitution sur le département.

Toutes les personnes en situation de prostitution identifiées par les participant.es au diagnostic ne figurent pas sur la carte. Pour certaines, le lieu de prostitution n'est pas connu ou précisé. Pour d'autres, les faits de prostitution se déroulent, ou se sont déroulés, hors du département du Puy-de-Dôme (Allier, Haute-Loire, Rhône, Paris, autres pays). Il n'est par ailleurs pas pertinent d'ajouter les cercles, des personnes pouvant être concernées par plusieurs formes et/ou lieux de prostitution.

Les formes de prostitution auxquelles nous nous référons correspondent à différentes facettes du système prostitutionnel. Elles ne diffèrent pas dans leur nature (l'achat du corps d'une personne à des fins d'exploitation sexuelle), ni dans leurs conséquences sur les personnes achetées. La distinction se situe au niveau des lieux de mise en relation avec les « clients » et/ou de passe. Les formes peuvent être classées en deux grandes catégories : la « prostitution visible » et la « prostitution discrète ». La prostitution est qualifiée de visible ou *outdoor*, lorsque les faits ont lieu à l'extérieur : rue, route, parking, forêt... Elle est dite discrète ou *indoor* quand elle se déroule dans des lieux clos : hôtel ou appartement, avec une mise en relation passant souvent par Internet, mais aussi bar, club, structure d'hébergement...



Cartographie des lieux et des formes de prostitution, réalisée à partir des entretiens et du questionnaire en ligne.

A. La prostitution visible

Le Puy-de-Dôme apparaît relativement peu concerné par la prostitution visible. La prostitution de rue qui existait dans le centre ancien de Clermont-Ferrand semble avoir progressivement disparu depuis une quinzaine d'année. Le dernier gros réseau de traite des êtres humains identifié en rue, d'origine nigériane, remonte à la même époque.

Cette forme de prostitution n'a cependant pas totalement cessé d'exister puisque 8% des situations repérées par les partenaires interrogés (soit au moins 9 situations) ont encore lieu dans des rues, au bord de routes ou dans des zones boisées. Il s'agit quasi-exclusivement de femmes françaises, dont au moins une mineure, se déplaçant à pieds ou en voitures dans la métropole clermontoise. Des situations de mineurs non-accompagnés, garçons, d'origine africaine, ont aussi été signalés au cours d'un entretien.

B. La prostitution discrète

La prostitution identifiée dans le Puy-de-Dôme est très majoritairement discrète puisque cela concerne au moins 75% des situations (85) décrites par les participant.es au diagnostic.

1. Dans les appartements, maisons et hôtels

Cette prostitution *indoor* se situe principalement dans des appartements et hôtels avec plus de la moitié des situations identifiées (56% soit au moins 64 situations). Pour au moins 49 de ces 64 situations, la prostitution a lieu à Clermont-Ferrand. Des faits, probables ou avérés, sont également décrits à Thiers, Riom, Combrailles ainsi que dans des caves d'immeuble à Cournon-d'Auvergne. La mise en relation avec les « clients » passe très souvent par Internet (au moins 46 des 64 situations). La prévalence de l'utilisation d'Internet et la concentration des situations à Clermont-Ferrand sont cohérentes avec le diagnostic conduit sur le web, au cours duquel nous avons répertorié plus de 650 annonces d'offre de prostitution publiées en trois mois, dont plus de 80% à Clermont-Ferrand (*voir III-C- Répartition des annonces Internet*).

Nous pouvons distinguer deux grands types de situation concernant chacune au moins une trentaine de personnes identifiées :

- Des femmes, ainsi que quelques hommes, majoritairement français.es, parfois mineur.es, en situation de précarité économique et sociale. En plus de cette précarité, deux éléments reviennent fréquemment dans leur parcours de vie : le fait d'avoir vécu, ou de vivre encore, des violences intra-familiales et la question des addictions (*voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités*). Leur isolement ne signifie pas l'absence de proxénète puisque plusieurs d'entre-elles sont exploitées par un conjoint ou petit-ami (*voir V-A-I- Du proxénétisme conjugal*).
- Des femmes et des personnes trans originaires d'Amérique centrale et du sud, de passage sur le territoire dans le cadre de « sex tours ». Contrairement aux situations précédentes, ces personnes ne sont pas domiciliées dans le Puy-de-Dôme mais de passage pour quelques jours ou semaines dans les agglomérations du département, en fonction d'itinéraires généralement planifiés à l'avance. Cette prostitution a souvent lieu dans des appartements loués auprès de particuliers, via des sites comme *Airbnb* ou *Booking*.

Quelques situations de femmes originaires d'Europe de l'Est qui seraient exploitées par des réseaux implantés dans le département et en lien avec la criminalité organisée ont également pu être signalées par plusieurs partenaires dans des hôtels sociaux. Des situations de prostitution dans des structures d'hébergement sont également remontées au cours du diagnostic (3%).

2. Dans les établissements de loisirs : bars et autres lieux à haut risque prostitutionnel

14% des situations identifiées correspondent à de la prostitution dans des bars ou discothèques (16). Celles-ci concernent les deux mêmes publics que ceux présentés ci-dessus. Plusieurs partenaires s'interrogent également concernant des jeunes femmes étudiantes qui pourraient entrer en lien avec des « clients » dans ce type d'établissement.

Parallèlement au diagnostic partagé, une recherche Internet, par mots clés et sur les sites www.clubech.fr et www.petitfute.com (rubrique « S'amuser - sortir ») nous a permis d'établir une liste de 9 lieux « à haut risque prostitutionnel » (voir I-B-3- Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des « clients ») à Clermont-Ferrand, Cournon-d'Auvergne, Châteaugay, Moriat et Riom. Il s'agit de clubs et saunas libertins, ainsi que de sex-shops avec cabines.

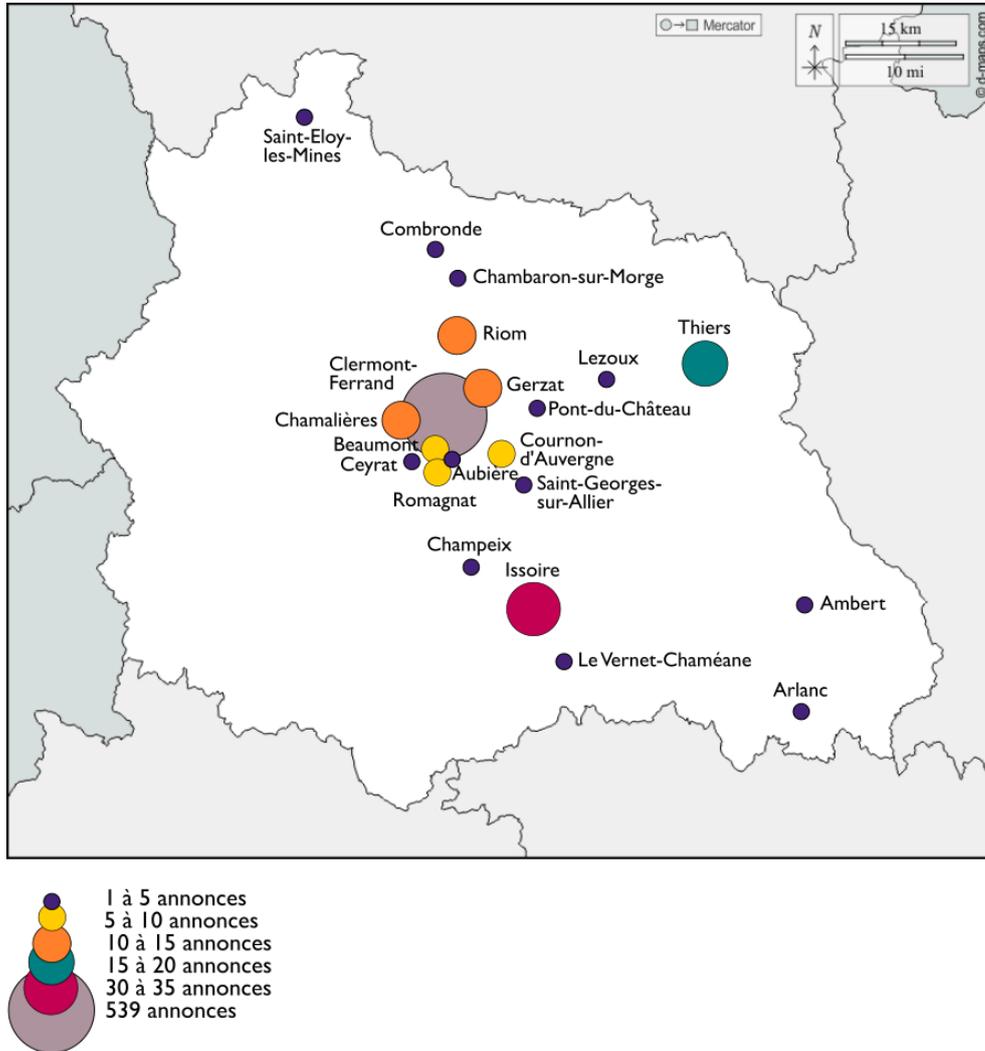
C. Répartition des annonces Internet

La cartographie suivante présente la répartition géographique des 659 annonces d'offre de prostitution comptabilisées dans le Puy-de-Dôme entre le 1^{er} avril et le 5 juillet 2021, en fonction des villes déclarées par leurs auteurs.rices. Ces villes peuvent renvoyer au lieu de passe et/ou de résidence des personnes. La prostitution via Internet étant mouvante, notre cartographie doit être considérée comme une photographie au moment T.

83% des annonces (539) se concentrent à Clermont-Ferrand. Ce n'est cependant pas la seule ville concernée par le phénomène puisque 20 autres communes apparaissent dans notre diagnostic, parmi lesquelles des villes moyennes et rurales. Si cette cartographie nous donne des informations complémentaires à celles issues du diagnostic partagé, la prostitution dans les zones les plus rurales et montagneuses restent selon nous un point à approfondir. Le peu de données remontées à ce sujet, tendance que l'on retrouve globalement dans l'ensemble des diagnostics partagés que nous avons conduits¹⁵, pourrait en effet être davantage attribué à la nature des acteurs mobilisés et du maillage local

¹⁵ Diagnostics réalisés par l'Amicale du Nid dans 4 départements d'Île-de-France, en Bretagne (4 départements), dans le Maine-et-Loire, le Pas-de-Calais et en Charente-Maritime. Les rapports et synthèses sont téléchargeables sur le site amicaledunid.org : <https://amicaledunid.org/ressources/diagnostic-territoriaux-de-la-prostitution/>

qu'à une absence de phénomène prostitutionnel dans ces territoires. Nous émettons aussi l'hypothèse que, comme pour d'autres formes de violences sexistes et sexuelles, le sujet peut être plus difficile à aborder dans des espaces ne permettant pas l'anonymat des villes, du fait des représentations sociales et stigmatisations pesant sur les victimes de telles violences.



Cartographie réalisée à partir des 659 annonces d'offre de prostitution répertoriées sur Internet.

D. La prostitution contre biens ou services

Au moins 16% des situations décrites au cours des entretiens et dans le questionnaire en ligne concernent des achats d'actes sexuels au moyen de contreparties non-financières (18). S'ils peuvent se dérouler dans les lieux décrits précédemment, il nous semblait important de les mettre en lumière de manière spécifique vue leur ampleur et du fait qu'ils ne sont souvent pas nommés comme prostitution, que ce soit par les personnes qui en sont victimes ou par les professionnel.les qui les rencontrent.

Dans la moitié des cas, la prostitution a lieu en échange d'un hébergement. Dans les autres situations, la compensation peut prendre la forme de drogue, médicaments, vêtements... Les personnes concernées ont des profils variés : femmes, en majorité, mais aussi quelques hommes et personnes trans, français.es et étranger.es. Une dizaine sont mineures ou jeunes majeures. Ces personnes ont pour point commun de présenter des vulnérabilités importantes. Elles se trouvent dans des situations de précarité économique et/ou sociale. La majorité a vécu des violences avant l'entrée dans la prostitution, notamment des formes de violences intra-familiales et/ou sexuelles. Plusieurs souffrent d'addictions. La plupart des mineur.es et jeunes majeur.es concernées ont un parcours marqué par des ruptures familiales, placements à l'aide social à l'enfance et autres carences affectives (*voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités*).

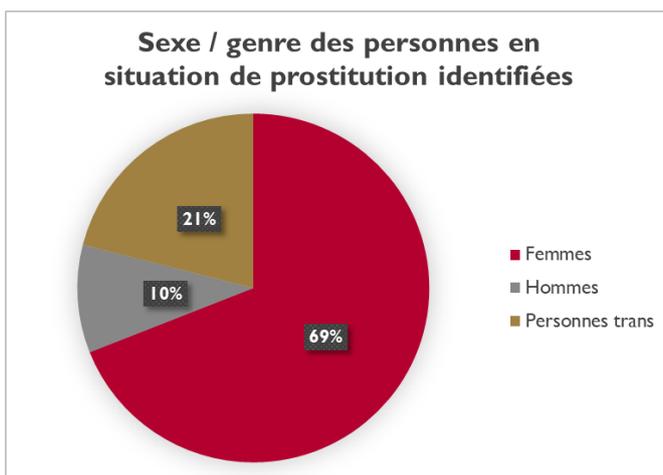
IV- LES PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE

Les prochains paragraphes se concentrent sur les personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les, bénévoles et élu.es interrogé.es. Les données concernent leurs profils : genre, âge, nationalité.

Les éléments recueillis nous apportent aussi un éclairage sur leurs parcours et conditions de vie, en faisant ressortir différents facteurs de vulnérabilité, clés dans la compréhension des processus d'entrée et de maintien dans le système prostitutionnel mais aussi des besoins spécifiques en termes d'accompagnement pour leur permettre d'en sortir.

A. Profil des personnes en situation de prostitution identifiées

1. Une majorité de femmes



Nous avons vu plus haut que les éléments fournis par les acteurs interrogés nous permettent de poser l'hypothèse d'*a minima* 115 personnes en situation de prostitution probable ou avérée au cours des trois dernières années¹⁶ : 79 d'entre elles sont des femmes (69%), 12 des hommes (10%) et 24 des personnes trans¹⁷ (21%). Cette statistique nous rappelle que la prostitution ne peut pas être considérée en dehors des rapports de domination liés au sexe et au genre qui régissent notre société : la prostitution est, de manière systémique, une violence à l'encontre des femmes¹⁸. Au niveau des parcours de vie individuels, le continuum des violences sexistes et sexuelles est là aussi clairement visible : au moins 41% des femmes

¹⁶ Sauf mention contraire, les pourcentages présentés dans ce paragraphe et les suivants ont été calculés sur la base de ces 115 personnes.

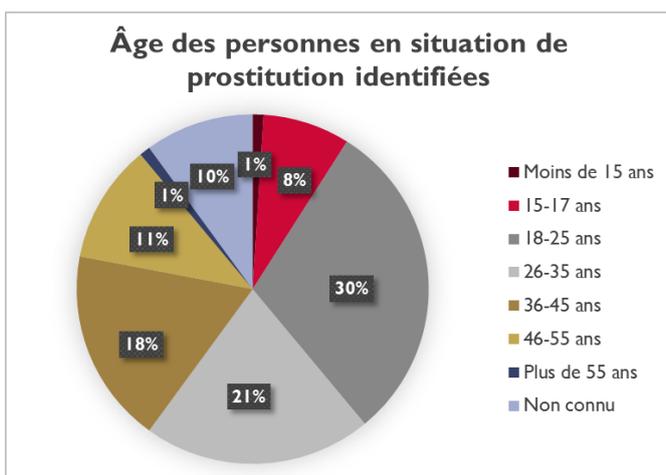
¹⁷ Les personnes trans incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.

¹⁸ En France, le gouvernement a inclus pour la première fois la question de la prostitution dans ses actions de lutte contre les violences sexistes et sexuelles en 2011, à l'occasion du 3^{ème} plan interministériel de lutte contre les violences faites aux femmes.

identifiées au cours du diagnostic ont subi d'autres formes de violences avant l'entrée dans le système prostitutionnel (violences sexuelles dont inceste, violences intra-familiales dont conjugales, mariage forcé, excision...).

Il nous semble important de noter que la proportion de personnes trans repérées dans le Puy-de-Dôme est quatre fois plus élevée que dans les estimations nationales¹⁹. Celles-ci sont très majoritairement originaires de pays sud-américains. La plupart du temps en situation de prostitution dans des appartements ou hôtels, via Internet, elles sont de passage dans le département dans le cadre de « sex tours ». Lorsqu'il est présent dans le Puy-de-Dôme, ce public est principalement en lien avec l'association AIDES. Si les parcours de vie restent relativement peu connus, ils semblent également marqués par des violences systémiques, notamment la question de la transphobie (voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités).

2. Un nombre significatif de personnes jeunes, voire très jeunes



Au moins 9% des personnes identifiées comme étant en situation de prostitution, probable ou avérée, sont mineures, dont 1% ayant moins de 15 ans. 30% ont entre 18 et 25 ans. Cela monte à plus d'un tiers (39%), la part des personnes ayant 25 ans ou moins. Cette proportion correspond *a minima* à 44 jeunes repérés.es sur le département. Au moins 10 sont mineur.es : 9 filles et 1 garçon. Elles.ils sont majoritairement français.es mais des situations de jeunes garçons MNA, d'origine africaine, ont également été signalées. Concernant les jeunes majeur.es, 34 situations sont remontées. Il est à noter que 7% des personnes identifiées sont déclarées comme étudiantes (7).

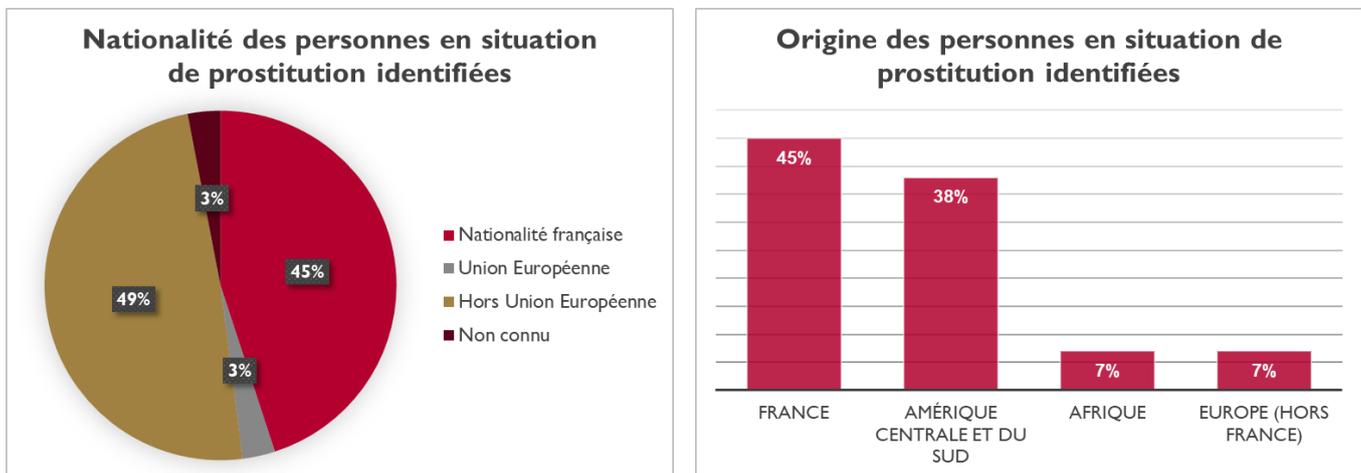
Les autres tranches d'âge représentées sont : 26-35 ans (21% des personnes identifiées), 36-45 ans (18%), 46-55 ans (11%) et plus de 55 ans (1%)²⁰.

¹⁹ Dans l'étude Proscost de 2015 pré-citée, le Mouvement du Nid et Psytel donnent les estimations suivantes concernant les personnes en situation de prostitution en France : 85% de femmes, 10% d'hommes et 5% des personnes trans.

²⁰ Nous ne disposons pas d'information concernant l'âge des 10% de personnes restantes.

3. Une majorité de personnes étrangères, une part importante de personnes françaises

Un peu plus de la moitié des personnes identifiées par les professionnels interrogés sont de nationalité étrangère (52%), 45% sont françaises.²¹



Parmi les personnes étrangères, 3% viennent de l'Union Européenne. 49% sont originaires de pays hors de l'Union Européenne : au moins 44 personnes viennent d'Amérique centrale et du sud (Brésil, Colombie, Cuba, Pérou, République Dominicaine, Venezuela), 8 d'Europe hors Union-Européenne (Albanie, Russie), 8 d'Afrique (Algérie, Cameroun, Guinée, Madagascar, Mali, Maroc, Nigéria).

Ces chiffres sont très différents de ceux que l'on observe au niveau national : d'après les données officielles, les personnes de nationalité étrangère représenteraient environ 90% des personnes majeures en situation de prostitution en France²². Nous avançons ici deux hypothèses, pouvant coexister, pour expliquer ce décalage. Il se peut d'une part que les personnes françaises soient sous-estimées dans les chiffres nationaux car davantage concernées par des formes de prostitution discrètes (via Internet notamment). En Bretagne, dernière région d'implantation de l'Amicale du Nid, où les personnes rencontrées par l'association le sont majoritairement via des actions d'aller-vers numérique, la part de personnes françaises apparaît ainsi beaucoup plus élevée quand dans les autres établissements de l'association dont les files actives sont davantage issues de maraudes physiques. D'autre part, nous pouvons imaginer que, parallèlement, les personnes étrangères soient sous-représentées dans notre diagnostic dans le Puy-de-Dôme car faisant moins appel aux dispositifs sociaux et de santé existant sur le territoire. Nous savons, de par notre expérience de l'aller-vers et de l'accompagnement des personnes en situation de prostitution, qu'elles s'adressent globalement peu aux services sociaux et de santé et, lorsqu'elles le font, elles évoquent

²¹ Nous ne disposons pas d'information concernant la nationalité des 3% de personnes restantes.

²² Danielle Bousquet et Guy Geoffroy, *Prostitution : l'exigence de responsabilité. En finir avec le mythe du « plus vieux métier du monde »*, Rapport d'information n°3334, Avril 2011, page 34. Le rapport reprend les chiffres de l'OCRTEH (office central de la répression contre la traite des êtres humains) de 2010.

rarement leur vécu prostitutionnel. Les raisons sont multiples : peur d'être stigmatisé.e, emprise des proxénètes, absence de couverture maladie, manque de connaissance des dispositifs et des droits... Ces obstacles sont renforcés pour les personnes étrangères, en particulier lorsqu'elles sont en situation irrégulière, et plus encore lorsqu'elles se déplacent / sont déplacées de villes en villes. S'ajoutent alors la barrière de la langue, les craintes liées à la situation administrative, la méconnaissance du territoire dans lequel les personnes se trouvent, l'impossibilité d'y créer des liens et l'isolement. Comme dans d'autres départements peu concernés par la prostitution visible, il semble que la prostitution de personnes étrangères dans le Puy-de-Dôme soit majoritairement une prostitution itinérante et peu implantée localement. Dès lors, il n'apparaît pas incohérent que ces personnes fassent peu appel aux services du territoire.

B. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités

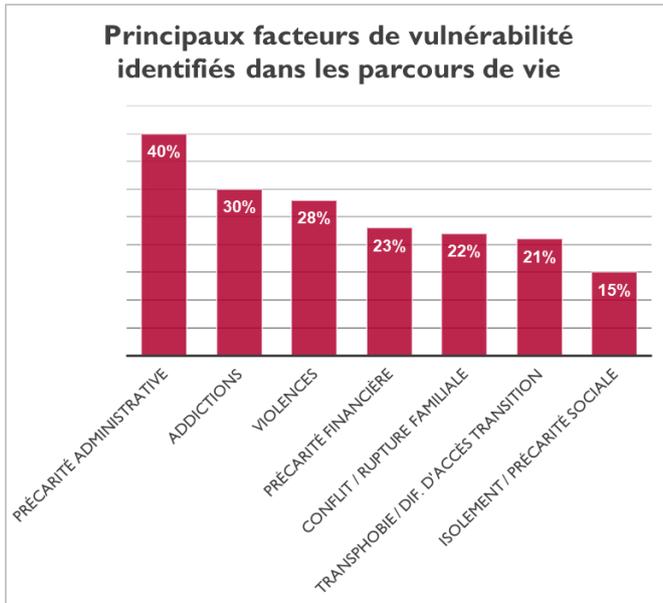
L'entrée dans le système prostitutionnel est la conséquence d'une conjonction de facteurs fragilisants et déclenchants qui relèvent du contexte sociétal (précarité socio-économique, inégalités, violences sociales, politiques, liées au genre ou à l'orientation sexuelle...) et des parcours de vie individuels (violences déjà subies, carences affectives, ruptures familiales et/ou sociales, isolement, errance, difficultés économiques...). Ces facteurs de vulnérabilité, combinés à la rencontre avec des personnes déjà ancrées dans le système prostitutionnel, victimes ou prostitueurs, permettent d'expliquer le début de l'engrenage²³.

Si l'on regarde l'ensemble des personnes en situation de prostitution probable ou avérée identifiées par les participant.es au diagnostic dans le Puy-de-Dôme (soit 115), les acteurs de terrain mentionnent des facteurs de vulnérabilité dans les parcours de vie de 92% d'entre elles. Il importe de préciser que l'absence de facteurs repérés pour les 8% de personnes restantes ne signifie pas leur inexistence. Il est tout à fait probable que des éléments du parcours de vie ne soient pas connus des acteurs ayant reçu ces personnes ou qu'ils n'aient pas été pensés comme pouvant « faciliter » leur entrée dans le système prostitutionnel. Notons également que l'identification de certains facteurs est parfois délicate car ils peuvent aussi être des effets de la prostitution (par exemple : troubles psychologiques, addictions, isolement, déscolarisation...). Les causes et les conséquences s'alimentent souvent dans un cercle vicieux, empêchant les victimes de s'émanciper du système prostitutionnel. Dans tous les cas, il importe de les prendre en compte dans l'accompagnement à la sortie.

Le facteur le plus cité est la question de la précarité administrative liée à l'absence de titre de séjour pérenne. Cela revient dans 40% des parcours. Les addictions sont mentionnées dans 30% des situations,

²³ Cette analyse se base sur les témoignages des personnes rencontrées par l'Amicale du Nid au cours de ses actions d'aller-vers, accueil, accompagnement et hébergement. A titre indicatif, en 2021, l'Amicale du Nid a rencontré 2784 personnes en aller-vers dans l'espace public, en a accueilli 5107, accompagné 1307, et hébergé 584.

juste devant le fait d'avoir vécu des violences préalables à l'entrée dans le système prostitutionnel (28%). Pour au moins 19% des personnes, il s'agit de violences intrafamiliales (dont violences conjugales et inceste). Parmi les autres facteurs régulièrement cités, nous retrouvons la précarité financière (23%), les ruptures familiales (22%), la transphobie et les difficultés d'accès au parcours de transition (21%, en lien avec la proportion importante de personnes trans repérées dans le Puy-de-Dôme) et l'isolement (15%).



Le tableau ci-dessous donne à voir de manière plus exhaustive les facteurs identifiés²⁴.

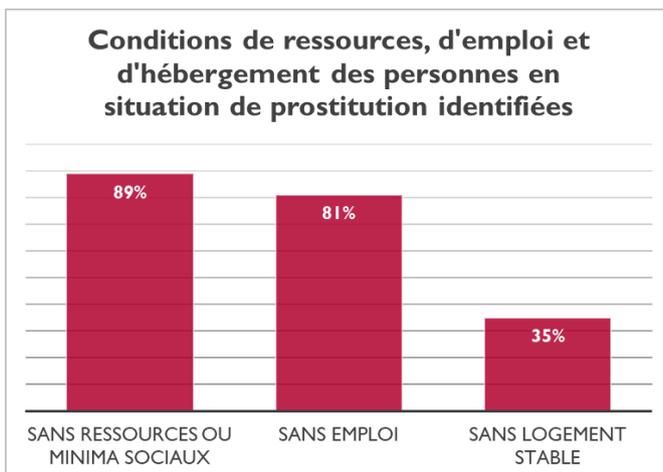
Ensemble des facteurs de vulnérabilité identifiés	92%
Précarité administrative	40%
Addictions	30%
Violences	28%
<i>dont transphobie, difficultés d'accès au parcours de transition</i>	21%
<i>dont violences conjugales</i>	8%
<i>dont autres VIF</i>	11%
<i>dont inceste</i>	3%
<i>dont autres violences sexuelles</i>	7%
<i>dont mariage forcé / arrangé</i>	2%
<i>dont excision</i>	1%
<i>dont homophobie</i>	4%
Précarité financière	23%
Conflit / rupture familiale	22%
Isolement / précarité sociale	15%
Parcours ASE	13%
Handicap / troubles psy	13%
Errance	8%
Rue, problème de logement	3%
Addiction parent(s)	1%
Perte d'emploi	1%

²⁴ Les données se lisent comme suit : 40% des personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les, bénévoles et élu.es interrogé.es sont en situation de précarité administrative.

C. Des conditions de vie précaires

La précarité des conditions de vie peut rarement expliquer à elle seule l'entrée dans le système prostitutionnel : il s'agit toujours d'une conjonction de facteurs de vulnérabilité. Nous venons d'ailleurs de voir qu'elle n'est pas le premier facteur repéré par les partenaires interrogés. Pour autant, la précarité économique et l'absence d'emploi et d'hébergement stable ressort de manière importante parmi les situations décrites en entretien et via le questionnaire en ligne.

89% des personnes pour qui des informations ont été renseignées à ce sujet sont sans ressources en dehors de celles de la prostitution ou bénéficiaires des minima sociaux, 81% sont sans emploi (hors étudiant.es et scolaires), 35% n'ont pas de logement ou d'hébergement stable²⁵. Ces dernières se trouvent à la rue, hébergées par le 115, dans des centres d'hébergement, des squats, ou sont hébergées par des tiers (qui peuvent être des « clients » et/ou proxénètes). 54% ont un logement autonome ou sont logé.es en *Airbnb* ou en hôtel (hors hôtels sociaux). Si l'on met en regard ces derniers chiffres concernant les conditions d'hébergement avec le fait qu'une large majorité de personnes est sans ressources ou bénéficiaire des minimas sociaux, nous pouvons émettre l'hypothèse que, pour un grand nombre d'entre elles, la question du logement dépend directement de la situation de prostitution (acte sexuel contre hébergement ou argent de la prostitution permettant de payer le loyer ou les nuitées). La question de la mise à l'abri apparaît dès lors essentielle si l'on veut proposer des alternatives crédibles aux personnes souhaitant sortir de la prostitution (voir VI-Axe 6 : *préconisations issues du diagnostic en termes d'accompagnement*).



²⁵ Les pourcentages sont calculés sur la base des personnes pour lesquelles des informations ont été renseignées sur ces items : 93 pour la situation financière, 98 pour la situation professionnelle et 99 concernant l'hébergement/logement.

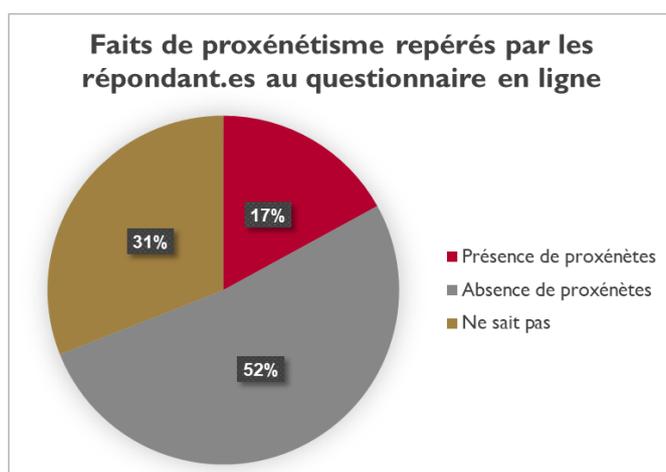
V- LES AUTRES ACTEURS DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL : QUELQUES DONNÉES SUR LES PROXÉNÈTES ET LES CLIENTS-PROSTITUEURS

La Loi du 13 avril 2016 apporte un changement de regard sur la prostitution. Elle décentre l'attention stigmatisante portée sur les seules personnes en situation de prostitution pour considérer la prostitution comme un système de violences comprenant d'autres catégories d'acteurs. En déplaçant le regard, l'idée est aussi de transférer la responsabilité et la culpabilité des personnes en situation de prostitution, victimes de ce système, vers ceux qui les exploitent : les proxénètes et les acheteurs d'actes sexuels, que le langage abolitionniste appelle « les proxistuteurs ».

Les paragraphes suivants présentent les quelques éléments recueillis au cours du diagnostic partagé, du diagnostic Internet et via la revue de presse, illustrant la présence de proxénètes et de « clients » dans le Puy-de-Dôme. Nous verrons que ces deux acteurs du système prostitutionnel sont peu mentionnés par les professionnel.les, bénévoles et élu.es interrogé.es, leurs actions portant prioritairement sur les personnes en situation de prostitution. Le diagnostic reste par conséquent à approfondir sur ces aspects.

A. Proxénétisme et traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle

Peu de faits de proxénétisme sont repérés par les partenaires interrogés via le questionnaire en ligne : 17% déclarent la présence de proxénètes dans les situations qu'elles.ils ont rencontrées et 52% leur absence. Dans près d'un tiers des cas (31%), les répondant.es disent ne pas savoir s'il y a ou non proxénétisme. Ces données sont cohérentes avec les constats de la gendarmerie qui rapporte ne pas avoir de remontées d'information concernant des faits de proxénétisme. Nous regrettons de ne pas avoir pu échanger davantage avec la police et la justice à ce sujet.



Le croisement des données des diagnostic partagé et Internet et de la revue de presse font tout de même apparaître des faits de plusieurs ordres.

1. Du proxénétisme conjugal

Ces situations de proxénétisme, dans lesquels la prostitution apparaît comme une forme de violences conjugales parmi d'autres exercées par le conjoint ou petit-ami, sont celles qui sont le plus fréquemment citées par les professionnel.les. Elles concernent *a minima* 14 femmes et filles, dont plusieurs mineures. La majorité sont françaises, domiciliées dans le Puy-de-Dôme mais prostituées dans plusieurs villes françaises (Lyon notamment) mais aussi à l'étranger, dans des pays où la législation est plus permissive en matière de proxénétisme et d'achat d'actes sexuels (Pays-Bas, Suisse).

2. Des réseaux internationaux de traite des êtres humains

Nous pouvons distinguer ici deux types de réseaux internationaux :

- Des réseaux non-implantés dans le Puy-de-Dôme mais présents ponctuellement à l'occasion de « sex tours ». Un réseau chinois passé par Clermont-Ferrand apparaît dans la revue de presse. Nous nous interrogeons par ailleurs sur la présence de réseaux sud-américains, vue le nombre important de femmes et personnes trans originaires d'Amérique centrale et du sud repérées par les partenaires interrogés (38%). Celles-ci sont décrites comme de passage sur le territoire, dans des locations de courte durée ou des hôtels, ce qui impliquent une logistique importante. La revue de presse fait mention de personne sud-américaines « surveillées par leurs macs »²⁶, logées temporairement dans des appartements du Puy-de-Dôme et de l'Allier loués depuis la ville de Nice. Deux éléments dont nous avons eu connaissance après la fin de la collecte de données vont également dans le sens de cette hypothèse. D'une part, en juillet 2022, un réseau sud-américain opérant dans des appartements du centre de Clermont-Ferrand a été démantelé par la police judiciaire²⁷. D'autre part, de manière plus globale, le bilan annuel 2021 de l'OCRTEH (office central pour la répression de la traite des êtres humains) fait part d'une forte hausse des réseaux sud-américains présents en France à partir de 2020. Ceux-ci agissent principalement via Internet en organisant des « sex tours » depuis l'Espagne ou le Portugal. Le rapport précise que les personnes concernées « ne cherchent pas à s'implanter sur le long terme, mais à envoyer un maximum d'argent à leur famille ; elles ne se considèrent pas victimes ». Ces derniers éléments apparaissent cohérents avec ceux partagés par les acteurs rencontrés en entretien.

²⁶ *La Montagne*, 13 avril 2021, « Condamné pour avoir logé des prostituées dans des appartements du Puy-de-Dôme et de l'Allier ».

²⁷ L'Actu.fr, 11 juillet 2022, « Ce que l'on sait de l'affaire de cocaïne et de prostitution du centre-ville de Clermont-Ferrand ».

- Des réseaux russes et albanais en lien avec le crime organisé. Contrairement aux organisations précédentes, celles-ci seraient localisés sur le territoire, dans l'agglomération de Clermont-Ferrand. Cette hypothèse a été soulevée lors du diagnostic partagé en lien avec des situations de femmes originaires d'Europe de l'Est hébergées dans des hôtels sociaux et décrites comme étant sous l'emprise de proxénètes.

3. Des réseaux de proxénétisme franco-français

Là encore l'information nous vient de la revue de presse, qui rapporte quatre personnes (trois hommes et une femme) jugées en 2021 à Lyon pour proxénétisme aggravé. Les victimes, plusieurs jeunes femmes françaises sans ressources originaires de Clermont-Ferrand, Lyon et Narbonne, étaient exploitées dans des hôtels et appartements *Airbnb*. Précisons qu'à l'échelle nationale, ce type d'affaires, dans lesquelles de jeunes proxénètes français exploitent de jeunes victimes françaises, est désormais majoritaire parmi les réseaux de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle démantelés par l'OCRTEH²⁸.

4. Du proxénétisme hôtelier

Vue l'ampleur de la prostitution dans des hôtels et appartements de location (56% des situations repérées dans le diagnostic partagé), il nous semble nécessaire d'être vigilant au proxénétisme hôtelier. Cette qualification pénale spécifique est définie par la loi comme le fait, notamment, de « vendre ou tenir à la disposition d'une ou de plusieurs personnes des locaux ou emplacements non utilisés par le public, en sachant qu'elles s'y livreront à la prostitution » (art. 225-10 du code pénal).

En lien avec la prostitution de personnes sud-américaines évoquée ci-dessus (voir V-A-2- *Des réseaux internationaux de traite des êtres humains*), deux hommes ont été condamnés en 2021 pour avoir abrité des activités prostitutionnelles dans plusieurs appartements à Clermont-Ferrand, Royat ainsi que dans l'Allier.

B. Les « clients » de la prostitution

Nous disposons de peu de données renseignées par les partenaires interrogés au sujet de ce troisième acteur du système prostitutionnel. En cohérence avec les formes de prostitution majoritairement discrètes identifiées, le lien avec les « clients » se fait principalement via Internet et/ou par téléphone (respectivement au moins 40% et 32% des situations). Ces « clients » sont décrits de manière assez hétéroclite comme étant des « jeunes », des « majeurs », des « étudiants », des « voisins », voire

²⁸ Direction centrale de la police judiciaire, Sous-direction de la lutte contre la criminalité organisée, Office central pour la répression de la traite des êtres humains, *Traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle – Bilan 2021*

directement le « conjoint » ou le « copain » imposant des actes sexuels en échange de nourriture ou de drogue... Cela semble rejoindre les constats que les associations spécialisées peuvent faire, à partir des témoignages des personnes qu'elles accompagnent et de leurs interventions dans des stages de responsabilisation à destination des acheteurs de prostitution : il n'y a pas de profil type qui se dégage, le point commun étant qu'il s'agit à plus de 90% d'hommes.

Le diagnostic Internet permet quant à lui d'illustrer la présence de « clients » dans le Puy-de-Dôme. Comme nous l'avions constaté au moment de notre diagnostic en Ile-de-France, ceux-ci sont en effet très présents sur les sites Internet étudiés²⁹ :

- Sur les sites spécialisés en « escorting », ils évaluent et commentent les profils des personnes prostituées. Leurs avis, précédés d'un pseudo, sont très souvent visibles et consultables publiquement sous la fiche des « escorts ». Les phrases employées témoignent de la marchandisation des personnes en situation de prostitution, qui ne sont pas considérées en tant que personnes humaines par les « clients » mais bien comme des produits qu'ils ont achetés et utilisés.
- Sur les sites de petites annonces et de rencontres, leurs annonces de demandes côtoient celles des offres de personnes en situation de prostitution.

Sur le seul site de petites annonces généraliste g-trouve.com, dans la rubrique « Rencontres », nous avons répertorié 71 annonces de demande de prostitution entre le 17 octobre 2021 et le 17 janvier 2022³⁰. D'après les informations de profil déclarées, toutes ces annonces ont été rédigées par des hommes, d'âges variés, localisés dans des zones urbaines et rurales du département (voir cartographie ci-dessous). Les formulations, plus ou moins explicites, laissent généralement peu de doutes sur l'intention de leurs auteurs.

Nous avons également effectué une simulation sur le tchat coco.fr, régulièrement cité par les professionnel.les de la jeunesse et des forces de l'ordre rencontré.es dans les départements dans lesquels l'Amicale du Nid intervient et mentionné, dans le cadre de ce diagnostic, par un.e répondant.e au questionnaire en ligne. Ce tchat permet d'accéder à des discussions instantanées et localisées, en entrant ces quelques données : pseudo, âge, sexe, code postal. S'il n'est pas possible d'indiquer un âge en dessous de 18 ans dans la case correspondante, nous avons pu vérifier qu'un chiffre accolé au pseudo permet de contourner cette interdiction. Pour notre simulation, nous avons utilisé un pseudo évoquant une jeune fille mineure (« Eval6 ») et avons indiqué habiter à Clermont-Ferrand. En une vingtaine de minutes seulement et sans autre action de notre part, 52 fenêtres de tchat se sont ouvertes. D'après les

²⁹ Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017, p. 85 à 88. <https://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2018/03/diag-idf-version-finale-dec2017.pdf>

³⁰ Le chiffre que nous faisons apparaître ici est celui des différentes annonces répertoriées et non celui des « clients » utilisateurs du site : certaines annonces peuvent avoir été rédigées par les mêmes auteurs.

informations que nos interlocuteurs avaient eux-mêmes renseignées, 51 d'entre elles provenaient d'hommes, âgés de 20 à 58 ans, originaires de 10 villes dans le Puy-de-Dôme, mais aussi de communes dans l'Allier, le Cantal, la Creuse, la Haute-Loire et la Loire. La majorité montrait un pseudo, un avatar ou des messages à connotation sexuelle. Dans douze cas, les utilisateurs ont explicitement sollicité un acte sexuel tarifé, via leurs messages dans le tchat et/ou via leurs pseudos (par exemple : « Pourvena15 », « Client », « Chercherfe130 »...).

Ci-dessous quelques extraits de g-trouver.com et de coco.fr :

« Sur Riom ce soir je peux recevoir à partir de 22h pour sexe contre roses. Homme généreux la 40aine aimant le sexe. Attentionné ou viril prêt à donner ou prendre du plaisir. Me contacter rapidement. »

(extrait du site www.g-trouve.com)

« Jeune homme de 27 ans de Thiers, extrêmement bien monté, cherchant des femmes pour des fellations en extérieur. Rémunéré bien sûr. Nous pouvons même filmer en masqué ou en découvert sans soucis. Je suis ouvert à toutes propositions et rémunération [...] »

(extrait du site www.g-trouve.com)

« Sugar Daddy, papy disponible pour venir en aide si vous avez un passage difficile. N'hésitez pas à me contacter. »

(extrait du site www.g-trouve.com)

Reçoit : salut

Reçoit : ça va ? tu recherches quoi stp

Reçoit : si tu es vénale... pas de souci

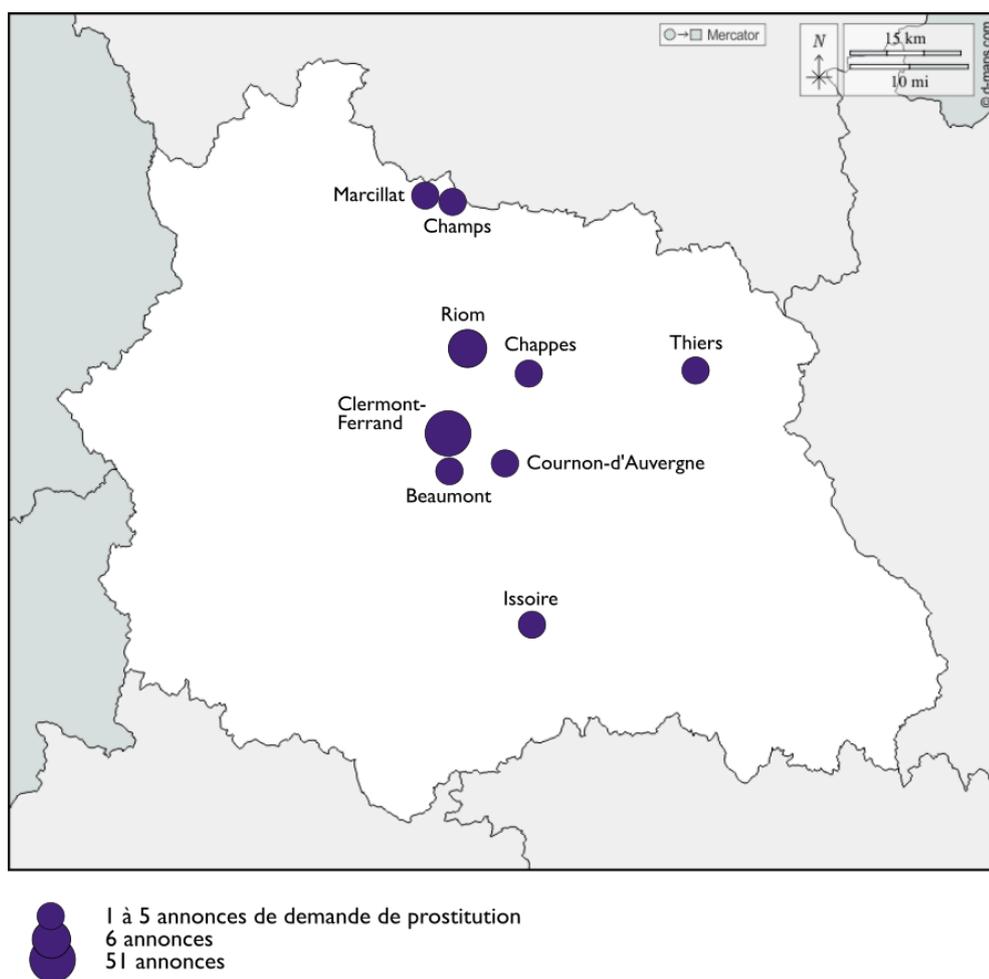
Reçoit : 50€ ça t'intéresse ?

(extrait du tchat coco.fr)

PleinQuimeVide : slt tu prends combien une pipe ?

(extrait du tchat coco.fr)

La cartographie présentée ci-dessous fait apparaître les villes mentionnées dans les 71 annonces comptabilisées sur g-trouve.com. Elle permet d'illustrer, de manière très partielle, la présence des « clients » sur le département du Puy-de-Dôme, « clients » sans lesquels, rappelons-le, le système prostitutionnel n'existerait pas.

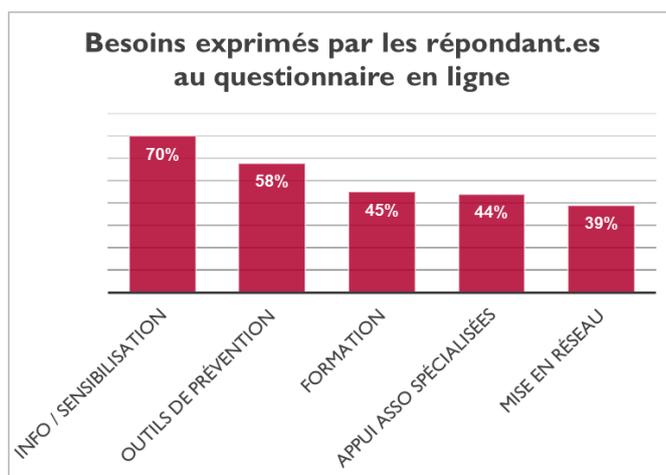


Cartographie réalisée à partir des 71 annonces répertoriées sur le site g-trouve.com.

VI- PISTES D'ACTION A DESTINATION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION, LE PROXÉNÉTISME ET LA TRAITE

Le diagnostic partagé nous a permis de poser l'hypothèse basse de 115 personnes en situation de prostitution probable ou avérée sur trois ans (2018-2019-2020). D'après notre diagnostic Internet, 362 personnes pourraient avoir été en situation de prostitution via des annonces en ligne au moment de notre étude (avril à juillet 2021). Ces chiffres, qui sous-estiment sans aucun doute la réalité, viennent confirmer la pertinence d'agir au niveau départemental pour lutter contre le système prostitutionnel.

Au-delà de la cartographie du phénomène, le diagnostic avait aussi pour objectif de recenser les ressources existantes et les besoins des partenaires du territoire. 87% des répondant.es au questionnaire ont déclaré être insuffisamment outillé.es pour prévenir, repérer, aborder le sujet de la prostitution avec les personnes concernées et les accompagner. Elles/ils ont exprimé notamment des besoins en termes d'information et de formation, d'outillage pour agir en prévention, de soutien et de partenariat.



Ce recueil de besoins et de bonnes pratiques nous a permis de formuler 21 pistes d'action, réparties en 8 grands axes, à présenter à la Commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite.

Axe I : Diagnostic et statistiques

- Approfondir le diagnostic sur : la prostitution des jeunes (mineur.es et jeunes majeur.es, notamment étudiant.es), la prostitution en dehors de la métropole clermontoise

30% des personnes en situation de prostitution identifiées au cours du diagnostic sont âgées de 18 à 25 ans, 9% sont mineures. Les professionnel.les de l'éducation nationale et de l'Université avec lesquel.les

nous avons échangé font part de difficultés à repérer et à nommer la problématique prostitutionnelle, notamment dans les informations préoccupantes lorsqu'il s'agit de mineur.es, malgré des « suppositions de formes de prostitution » ou le « ressenti partagé que la prostitution existe ». Alors qu'un plan interministériel de lutte contre la prostitution des mineur.es a été publié en novembre 2021³¹, il serait intéressant d'approfondir notre état des lieux pour mieux appréhender la prostitution des jeunes dans le Puy-de-Dôme, afin de décliner ce plan au niveau départemental. Un tel projet devrait être conduit en partenariat avec les institutions citées ci-dessus mais également la Protection Judiciaire de la Jeunesse, les associations de prévention spécialisée et les Missions locales qui ont pu faire remonter des situations dans le cadre de ce diagnostic, ainsi que le Conseil départemental, en particulier concernant son versant Aide social à l'enfance.

Un deuxième aspect qu'il nous semble intéressant d'approfondir est celui de la prostitution en dehors de la métropole clermontoise, et notamment dans les zones plus rurales et montagneuses du département. La majorité des situations remontées au cours du diagnostic partagé concerne la ville de Clermont-Ferrand. Il en va de même pour 83% des annonces repérées lors du diagnostic Internet. Pour autant, 20 autres communes sont citées dans les 17% d'annonces restantes et notre brève étude de sites fréquentés par des acheteurs d'actes sexuels font apparaître d'autres localités encore. Par ailleurs, nous avons pu constater dans les diagnostics que nous avons conduit dans d'autres départements que la présence de personnes en situation de prostitution, et a fortiori de « clients », pouvait varier en fonction des saisons dans des zones touristiques. Il serait intéressant de regarder si cette hypothèse est valable pour le Puy-de-Dôme, en mobilisant les acteurs présents dans ces localités et en effectuant une veille Internet prolongée.

- Produire des chiffres annuels sur l'accueil des personnes en situation de prostitution dans les structures du territoire

Plusieurs partenaires rencontrés en entretien nous ont fait part de l'absence de statistiques concernant l'accueil et l'hébergement de personnes en situation de prostitution dans les structures du département, comme cela peut exister sur d'autres problématiques (violences conjugales par exemple). Il en a résulté une difficulté à produire des chiffres pour notre diagnostic. Surtout, cela a pour conséquence une invisibilisation de la problématique dans les chiffres des violences remontés aux financeurs (Etat en particulier mais aussi collectivités territoriales). La loi de 2016 fait de la prostitution un objet de politique publique dans tous les départements français. Au-delà du diagnostic, qui est une action ponctuelle et incomplète, il nous semble donc important de pérenniser l'objectivation du phénomène en produisant des

³¹ Le dossier de presse du gouvernement, présentant le plan de lutte contre la prostitution des mineur.es rendu public au mois de novembre 2021 peut être téléchargé sur le site du Ministère des solidarités et de la santé : <https://solidarites-sante.gouv.fr/archives/archives-presse/archives-dossiers-de-presse/article/lancement-du-premier-plan-de-lutte-contre-la-prostitution-des-mineurs-dossier>

chiffres annuels concernant les personnes en situation de prostitution accueillies par les associations du Puy-de-Dôme.

Axe 2 : Partenariat et coordination

- Intégrer systématiquement la question de la prostitution dans les réseaux, dispositifs et protocoles de lutte contre les violences faites aux femmes

69% des personnes en situation de prostitution identifiées au cours du diagnostic partagé sont des femmes. 100% des « clients » mentionnés par les partenaires interrogés et identifiés sur les sites g-trouve et coco.fr sont des hommes. Lorsque l'on regarde les parcours de vie décrits par les participant.es au diagnostic, les violences sexistes et sexuelles reviennent comme un des facteurs de vulnérabilité les plus cités pour expliquer l'entrée dans le système prostitutionnel. Ces éléments nous rappellent que la prostitution fait partie du continuum des violences à l'encontre des femmes, tant au niveau sociétal qu'individuel. En France, la prostitution est officiellement reconnue comme une violence sexiste et sexuelle depuis 2011, date à laquelle elle a été prise en compte dans les plans interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes. L'analyse de la prostitution comme une violence systémique à l'encontre des femmes a été confirmée par la loi du 13 avril 2016. Il apparaît donc cohérent de lier le travail partenarial de lutte contre le système prostitutionnel aux actions mises en place contre les autres formes de violences sexistes et sexuelles. Intégrer la prostitution dans les chiffres sur les violences produits au niveau départemental, comme nous le suggérons ci-dessus, est une première étape en ce sens. La mettre à l'ordre du jour des instances spécialisées, à l'instar du Comité local d'aide aux victimes, permettrait d'acter concrètement la prise en compte des personnes en situation de prostitution comme des victimes de violences sexistes et sexuelles et de faciliter les partenariats entre institutions pour un meilleur accès aux droits de ces personnes, au-delà des dispositifs spécifiques de la loi de 2016 (Commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite, Parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle).

- Poursuivre l'information sur l'intervention de l'association agréée et son périmètre d'action

CeCler, association bien implantée dans le Puy-de-Dôme et identifiée par les autres acteurs du territoire, est agréée pour porter les parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle sur le département. Suite à son agrément, l'association a entrepris un important travail partenarial pour présenter son action. Elle a notamment organisé une conférence de sensibilisation à destination des acteurs du territoire. Ce maillage a été précieux pour le relais du diagnostic au sein des structures du Puy-de-Dôme. Cependant, à ce jour, 1 seule personne a bénéficié d'un PSP dans le département. Par ailleurs, 46% des répondant.es au questionnaire en ligne déclarent ne pas avoir connaissance de l'association agréée. Il

importe donc, selon nous, de poursuivre le travail d'information sur les actions spécialisées de CeCler à destination des personnes en situation de prostitution.

- Réinstaurer des temps d'échanges opérationnels entre professionnel.les de terrain sur les « situations complexes »

Les personnes en situation de prostitution sont généralement concernées par des problématiques multiples, en lien notamment avec les mécanismes du système prostitutionnel (facteurs de vulnérabilité dans les parcours de vie avant l'entrée dans la prostitution, emprise, conséquences sur la santé physique, psychique et sexuelle et sur la vie sociale et affective...). La thématique difficile des violences sexuelles nécessite par ailleurs de ne pas rester seul.es face à ces situations. Le travail partenarial apparaît ici incontournable. Plusieurs professionnel.les interrogé.es en entretien nous ont fait part de l'existence de temps d'échange opérationnels sur les situations dites « complexes » et de leur regret de les avoir vu s'interrompre avec les confinements successifs. Réinstaurer ces temps et y intégrer les situations de prostitution nous paraît important pour soutenir les professionnel.les dans leur accompagnement.

Axe 3 : Sensibilisation et formation

- (In)former les professionnel.les susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution pour mieux repérer, aborder le sujet, orienter et accompagner

87% des répondant.es au questionnaire en ligne déclarent n'avoir jamais suivi de formation sur le sujet de la prostitution. Hors associations ayant développé une action spécifique à destination des personnes concernées par la prostitution (CeCler, AIDES), ce constat est globalement partagé par les professionnel.les avec qui nous avons échangé en entretien. De manière générale, nous pouvons ajouter que la problématique est peu intégrée dans les formations initiales, même si cela tend à évoluer dans le secteur social depuis la loi du 13 avril 2016 qui prévoit l'inclusion d'un module sur la prostitution dans le référentiel de formation des travailleurs.euses sociaux.les. Or, la prostitution, plus encore que toute autre forme de violence à l'encontre des femmes, suscite nombre de tabous, fantasmes et idées reçues, renforcés par les productions médiatiques et culturelles. L'identification de la problématique et, surtout, le fait de pouvoir en parler passent par la mise au travail des représentations de chacun.e. Proposer des formations aux professionnel.les du Puy-de-Dôme nous semble être une étape fondamentale pour mieux comprendre la réalité du système prostitutionnel et la nécessité d'aborder le sujet avec les personnes qui en sont victimes mais aussi pour renforcer les possibilités de repérage et de prise en charge, ainsi que le maillage territorial pour un accompagnement social global des personnes concernées.

Axe 4 : Aller-vers

- Sensibiliser les intervenant.es en rue au repérage des personnes en situation de prostitution et à la prévention des risques prostitutionnels (EMPP, prévention spécialisée...)

Nous avons évoqué le fait que les personnes en situation de prostitution avaient généralement peu recours aux dispositifs sociaux et de santé. Dès lors, l'une des principales actions des associations spécialisées, dont l'Amicale du Nid, est l'aller-vers. Des dispositifs de maraude existent sur le département du Puy-de-Dôme. S'ils ne sont pas spécifiquement destinés aux personnes concernées par la prostitution, ils vont au contact de publics présentant des vulnérabilités importantes, éloignés de l'accès aux droits et, de fait, surexposés aux risques liés au système prostitutionnel. Inclure les équipes de ces dispositifs dans les temps de sensibilisation et de formation serait pertinent pour mieux repérer les personnes en situation de prostitution mais aussi faire de la prévention auprès de celles qui seraient en risque de l'être. Vue la proportion importante de jeunes repéré.es (9% de mineur.es, 30% de 18-25 ans), ainsi que de personnes souffrant de handicaps ou de troubles psychiques (13%), s'appuyer sur les associations de prévention spécialisée et sur l'Equipe mobile psychiatrie précarité nous semble pertinent pour cette piste d'action.

- Poursuivre le développement des actions d'aller-vers spécifiques, en présentiel et via Internet, et des actions de réduction des risques (AIDES)

Au-delà de la formation des équipes de maraudes déjà en place, des dispositifs spécifiques pourraient être développés pour aller vers la vingtaine de personnes en situation de prostitution dans l'espace public et dans des établissements de loisirs (bars, clubs, discothèques...). Ces actions auraient un objectif de prévention et de réduction des risques (RDR) mais aussi d'information sur les droits et les dispositifs existants, afin que les personnes concernées puissent s'en saisir si elles en ressentent le besoin. Elles pourraient prendre la forme de maraudes mixtes associant les structures effectuant déjà des maraudes citées ci-dessus et les celles ayant développé des activités spécifiques à destination des personnes en situation de prostitution (CeCler et AIDES).

Par ailleurs, la comptabilisation de 659 annonces, sur 17 sites Internet, ainsi que l'identification par les partenaires interrogés d'une majorité de personnes en situation de prostitution dans des appartements et hôtels montrent la pertinence de transposer ces principes d'aller-vers dans l'espace numérique. Cela fait plusieurs années que l'Amicale du Nid met en place des maraudes de ce type dans les territoires où elle intervient, avec l'envoi de SMS et/ou de messages personnalisés via des applications, sites et réseaux sociaux. Si le taux de retour semble peu élevé comparé au temps investi dans la collecte des données de contact et la rédaction des messages (69 venues dans les locaux de l'association pour 5007 personnes contactées par SMS, mail, Snapchat ou Whatsapp en 2021³²), les réponses reçues de la part de personnes

³² Chiffres issus du dernier rapport d'activité 2021 de l'Amicale du Nid, téléchargeable sur le site de l'association : <https://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2022/06/adn-ra-2021-v220701.pdf>

se posant des questions ou souhaitant obtenir de l'aide permettent d'engager des échanges et de créer un premier lien. Dans le Puy-de-Dôme, et le département voisin de l'Allier, l'association AIDES a déjà pu expérimenter des activités de « phoning » à destination de personnes en situation de prostitution via Internet pour leur proposer un rendez-vous ou une venue à la permanence de l'association. Cette permanence n'est pas spécifiquement destinée au public concerné par la prostitution mais s'adresse plus largement aux personnes souhaitant échanger sur les questions de santé sexuelle et/ou en situation d'addiction, or nous savons que les questions de santé constituent souvent une porte d'entrée permettant une première accroche avec les personnes en situation de prostitution. Ces actions de réductions des risques sont donc nécessaires à maintenir. Elles mériteraient à notre sens d'être développées avec des moyens et du temps spécifiques alloués à la problématique prostitutionnelle afin de mieux appréhender et répondre aux besoins des personnes concernées. En 2017, dans le cadre de l'application de la loi du 13 avril 2016, le gouvernement a publié un décret définissant un référentiel national de réduction des risques à destination des personnes en situation de prostitution. Celui-ci prend en compte l'ensemble des conséquences de la prostitution sur la santé physique, psychique et sexuelle, ainsi que l'information sur les droits, allant bien au-delà de la prévention des infections sexuellement transmissibles traditionnellement attachée aux actions de RDR. Ce décret constitue une base incontournable pour le développement d'actions dédiées.

Axe 5 : Accueil

- Inclure la prostitution dans les projets d'accueil de jour des femmes en errance pour la prévention, le repérage et l'information sur les droits (projets à Clermont-Ferrand et Issoire)

Dans plusieurs départements où elle est implantée, l'Amicale du Nid a pu constater la pertinence d'intervenir au sein des accueils de jour pour faire de la prévention de la prostitution, repérer les personnes concernées par cette problématique et les informer sur leurs droits. Là encore, il serait intéressant d'inclure les professionnels travaillant dans ces dispositifs dans les formations qui pourront être proposées mais aussi de réfléchir à une éventuelle présence des associations spécialisées (CeCler en particulier) dans ces lieux. Nous savons cependant que les femmes se saisissent souvent peu des dispositifs mixtes, notamment parce qu'elles ne s'y sentent pas forcément en sécurité. Les partenaires que nous avons rencontrés nous ont fait part de deux projets d'accueil de jour dédiés aux femmes dans le département, à Clermont-Ferrand et à Issoire. Cibler en priorité ces deux accueils de jour nous apparaîtrait pertinent.

- Questionner systématiquement la prostitution lors des auditions de femmes victimes de violences par la police et la gendarmerie

Une des formes de proxénétisme implantée dans le département et identifiée au cours du diagnostic est le proxénétisme dans le cadre de violences conjugales (au moins 14 situations repérées par les partenaires

interrogés). Pour autant, la gendarmerie a expliqué que les situations de prostitution ne remontaient pas jusqu'à ses services. Une première étape, pour mieux repérer la problématique, pourraient être d'inclure la prostitution de manière systématique dans les canevas d'audition destinés aux victimes de violences intrafamiliales. La prostitution, comme les autres formes de violences sexuelles, n'est souvent pas abordée spontanément par les personnes concernées, y compris lorsqu'elles sont victimes d'autres formes de violences (physiques, psychologiques...). Poser la question reste, selon nous, le meilleur moyen de repérage et le faire systématiquement, dans le cadre plus large d'un canevas d'audition par exemple, peut permettre de dédramatiser le sujet que ce soit auprès des personnes rencontrées ou des professionnel.les qui les reçoivent. Ce type d'action est proposé par les forces de l'ordre dans d'autres départements où nous sommes intervenu.es à l'occasion de diagnostics (Charente-Maritime notamment).

- Intégrer la prostitution dans les outils de dépistage des violences et questionnaires de premier accueil (WAST pour les acteurs de santé)

Cette pratique pourrait être étendue à d'autres formes d'entretien faisant l'objet de questionnaire de pré-accueil, en particulier dans le cadre de structures de santé. La santé constitue, nous l'avons vu, une porte d'entrée intéressante pour nouer un premier contact et aborder le sujet de la prostitution avec les personnes concernées. Celles-ci n'étant parfois reçues qu'une seule fois par les professionnel.les soignant.es dans des structures n'assurant pas nécessairement de suivi (pour un dépistage ou une contraception d'urgence par exemple...), poser la question lors du premier accueil apparaît important pour pouvoir proposer une orientation adaptée. Le Centre hospitalier de Clermont-Ferrand a été moteur dans le développement d'un questionnaire de dépistage systématique des violences conjugales avec l'expérimentation de la version française de l'outil WAST (Women Abuse Screening Tool) au sein de son service de médecine légale. L'intégration de la prostitution à ce questionnaire pré-existant serait à notre sens tout à fait pertinente.

- Développer des dispositifs d'accueil sans rendez-vous, plus adaptés au rythme des personnes

Le décalage entre les temps institutionnels, nécessitant souvent de prendre rendez-vous notamment pour répondre à des besoins en santé (gynécologie, victimologie, santé mentale...), et le rythme des personnes a été souligné par plusieurs professionnel.les interrogé.es. Le rythme de vie parfois décalé des personnes (prostitution pouvant avoir lieu en soirée et/ou la nuit notamment), la présence discontinue assez fréquentes parmi celles en situation de prostitution via Internet mais aussi l'emprise exercée par les proxénètes et « les clients » sont des contraintes actuellement peu prises en compte par les dispositifs existants, les rendant de fait peu accessibles. Concernant les mineur.es plus particulièrement (9% des personnes repérées dans le diagnostic partagé), nous avons par ailleurs constaté dans les départements où l'Amicale du Nid intervient qu'elles.ils se trouvent très souvent dans une forme d'immédiateté et que s'ils.elles expriment un besoin qui ne peut être répondu au moment T, il pourra être difficile d'y revenir

ultérieurement dans l'accompagnement. Nous proposons ici deux pistes d'amélioration : recenser et faire connaître les possibilités déjà existantes d'accueil sans rendez-vous au réseau d'acteurs susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution et développer ces possibilités lorsqu'elles sont insuffisantes. Ce développement pourrait en partie être pensé au sein des projets d'accueil de jour à destination des femmes en errance évoqués plus haut.

Axe 6 : Accompagnement

- Renforcer les moyens dédiés à l'accompagnement social global des personnes en situation de prostitution, dans le cadre du PSP mais aussi en dehors de ce dispositif (CeCler)

Le diagnostic partagé a fait émerger un nombre non-négligeable de personnes en situation de prostitution dans le Puy-de-Dôme : 115 sur trois ans, d'après les données des acteurs de terrain. Pour autant, au moment où nous avons rencontré CeCler et malgré son agrément pour porter le dispositif PSP, l'association ne bénéficiait pas de moyens dédiés à l'accompagnement des personnes en situation de prostitution. Cet accompagnement est à la fois global et spécifique, dans le sens où il doit intégrer dans tous les axes de l'insertion sociale les spécificités des processus prostitutionnels et, plus largement, des violences sexistes et sexuelles (facteurs de vulnérabilité dans les parcours de vie, violences des actes sexuels non-désirés à répétition et leurs conséquences, emprise). Dans le cadre du parcours de sortie, il est encore renforcé avec des démarches supplémentaires pour préparer la présentation des dossiers et les réévaluations tous les six mois par la Commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite. Précisons que si le PSP est un levier important dans l'accompagnement à la sortie de la prostitution, il est un outil parmi d'autres mobilisés par les associations spécialisées. C'est un dispositif limité dans le temps (2 ans maximum), au rythme soutenu, qui nécessite d'être travaillé en amont avec les personnes et qui, pour ces raisons, ne peut convenir à toutes les personnes ayant connu la prostitution : certaines ont besoin de plus temps pour se libérer de l'emprise, se reconstruire et aller vers l'insertion. De ce fait, il nous semble essentiel que les moyens de prise en charge des personnes en situation de prostitution dans le Puy-de-Dôme soient renforcés et qu'ils permettent un accompagnement aussi bien dans le cadre des PSP qu'en dehors, au plus proche des situations individuelles de chacune des personnes rencontrées.

- Garantir la mise à l'abri des personnes souhaitant sortir de la prostitution dans le cadre de places fléchées et sécurisées

Comme pour les victimes de violences conjugales, la question de la mise à l'abri des personnes souhaitant sortir de la prostitution apparaît incontournable pour assurer leur sécurité, leur permettre de prendre du recul sur leur vécu et commencer à travailler à des alternatives. Cette mise à l'abri implique la prise en compte des besoins fondamentaux des personnes, parmi lesquels l'hébergement. Nous avons vu que plus

du tiers des personnes repérées par les partenaires interrogés ne disposent pas d'un hébergement ou d'un logement stable. Les professionnel.les ont par ailleurs déclaré 39% de personnes en logement autonome et 15% en hôtel (hors hôtels sociaux) ou location de courte durée du type *Airbnb*. Parallèlement, elles.ils ont renseigné 89% de personnes sans ressources ou bénéficiaires des minimas sociaux. Ces données nous permettent d'émettre l'hypothèse d'un grand nombre de personnes pour lesquelles le logement est dépendant de la prostitution (argent de la prostitution permettant de payer le loyer / les nuitées ou, plus directement, actes sexuels en échange d'un toit). La question de l'hébergement apparaît donc cruciale si l'on souhaite proposer des alternatives crédibles à la prostitution aux personnes qui souhaitent s'en extraire. Le développement de places fléchées, à destination des femmes victimes de prostitution et plus largement des femmes victimes de violences, peut permettre de répondre à ce besoin. Dans le Puy-de-Dôme, deux associations disposent actuellement de places dédiées aux femmes victimes de violences : CeCler et l'ANEF. Cependant, le manque de places d'hébergement sécurisées permettant une prise en charge rapide des femmes vulnérables indépendamment de leur statut administratif ainsi que le fait que les places réservées aux femmes victimes de violences ne concernent officiellement que les situations de violences conjugales (donc pas la prostitution, ni les autres formes de violences intra-familiales) ont été soulignés au cours des entretiens que nous avons pu conduire. Plusieurs acteurs ont également exprimé le fait que les hébergements existants pouvaient ne pas être adaptés aux besoins des femmes concernées par les violences prostitutionnelles (hébergement collectif, peur que le lieu soit repéré par les agresseurs, difficulté à prendre en compte les allers-retours...). Il nous semble important que le développement de places permettant de garantir la mise à l'abri des personnes souhaitant sortir de la prostitution puisse intégrer ces différents retours.

- Cartographier l'offre de soin en santé mentale sur le département pour renforcer les possibilités de prise en charge psychologique sur le long terme

La prostitution, qu'elle ait lieu dans le cadre de la traite des êtres humains ou non, a des conséquences importantes sur la santé des personnes : santé physique, sexuelle, psychique. La nécessité de développer des solutions de prise en charge psychologique sur le long terme a été évoquée au cours de nos entretiens. L'association CeCler a indiqué travailler à un projet avec le CHU de Clermont-Ferrand sur ce sujet. Un travail de cartographie de l'offre de soin psychologique, et plus spécifiquement en psycho-traumatologie, sur le département serait une piste intéressante pour développer les possibilités de partenariats sur ce point.

Axe 7 : Prévention

- Inclure la prostitution dans les actions et dispositifs existants de prévention à destination des jeunes et du grand public (Education Nationale, Université, Maison de protection des familles de la Gendarmerie nationale...)

La prévention, notamment à destination des jeunes, est un des points clés de la loi du 13 avril 2016 (voir annexe 1 : les 6 points clés de la loi du 13 avril 2016). Des actions de prévention existent déjà sur le département. L'Education nationale dispose de programmes de prévention sur les risques sexuels et violences sexuelles mis en place par les infirmier.es scolaires. Elles abordent également ces sujets en individuel, à l'occasion du bilan infirmier proposé aux élèves de 6^{ème}. La question de la prostitution peut parfois être amenée par les groupes rencontrés au niveau des lycées. Dans l'enseignement supérieur, l'Université développe, par l'intermédiaire de ses chargées de prévention collective et en partenariat avec le CRIAVS (Centre ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles) et le CPEF (Centre de planification et d'éducation familiale) des actions sur la question du consentement et du droit à disposer de son corps. Ces actions ne traitent pas spécifiquement de la prostitution mais les membres du service social nous ont par ailleurs fait part d'échanges autour de bonnes pratiques élaborées dans d'autres universités, en Charente-Maritime et en Normandie notamment. Du côté de la Gendarmerie, il a été évoqué le fait que la prostitution pourrait entrer dans le cadre des interventions à destination des personnes vulnérables de la Maison de protection des familles, ouverte en septembre 2021 dans le Puy-de-Dôme. Allant dans le sens de ces différentes réflexions, nous préconisons d'inclure systématiquement la question de la prostitution dans les actions de prévention à destination des jeunes et, plus largement, du grand public. Cela permettrait d'agir en amont du système prostitutionnel en prévenant l'entrée dans la prostitution mais aussi le devenir « client » et le devenir proxénète.

- Former et outiller les animateur.ices de prévention sur le sujet de la prostitution

Pour cela, et vue les ressources déjà existantes sur le département, former et outiller les professionnel.les intervenant auprès des jeunes (infirmier.es scolaires, chargé.es de prévention, gendarmes de la MPF...) sur la question du système prostitutionnel nous apparaît pertinent. 58% des répondant.es au questionnaire en ligne déclarent avoir besoin d'outils de prévention pour travailler sur le sujet de la prostitution avec leurs publics. De tels outils ont été développés par les associations spécialisées et peuvent être mis à disposition³³, ou transmis au moyen de formations et de sensibilisations lorsque leur utilisation nécessite d'être accompagnée, afin de multiplier le nombre de professionnel.les de la prévention en capacité d'aborder ce sujet.

³³ Le projet « Je n'suis pas à vendre ! », développé par l'Amicale du Nid, propose des ressources mobilisables en prévention sur le sujet de la prostitution et, plus largement, de l'égalité filles-garçons et des violences sexistes et sexuelles. Un grand nombre d'entre elles sont accessibles à toutes et tous sur le site jenesuispasavendre.org.

Axe 8 : Lutte contre le proxénétisme et le recours à la prostitution

- Sensibiliser les hôteliers, hôtes *Airbnb*, propriétaires de locations saisonnières... pour mieux repérer les situations de prostitution discrète

Nous l'avons vu, la majorité de la prostitution identifiée dans le Puy-de-Dôme a lieu en appartement ou en hôtel (56%). La mise en relation avec les « clients » se fait généralement à distance, via Internet ou par téléphone (77%). Il s'agit par ailleurs d'une prostitution souvent très mobile, notamment pour les personnes originaires de pays d'Amérique centrale et du sud de passage pour quelques jours à quelques semaines dans le département (38%). Ces divers aspects rendent particulièrement difficile la prise de contact avec les victimes. Sensibiliser les hôteliers, hôtes *Airbnb* et autres propriétaires de locations de courte durée à la question du proxénétisme hôtelier serait complémentaire aux actions d'aller-vers sur Internet évoquées plus haut. Dans plusieurs départements où nous sommes intervenu.es à l'occasion de diagnostics, les brigades de police et de gendarmerie ont mis en place des actions à destination des hôteliers afin d'améliorer les remontées de faits de proxénétisme à leurs services (Charente-Maritime, Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine, Morbihan...). Au niveau national, *Airbnb* a par ailleurs fait part de projets d'informations à destination de ses hôtes, à l'occasion du Groupe de travail qui s'est réuni en 2020 et 2021 avant la publication du premier plan national de lutte contre la prostitution des mineur.es en novembre 2021. La mise en place de telles actions dans le Puy-de-Dôme serait intéressante aussi bien du point de vue du repérage et de l'orientation des personnes victimes que de la lutte contre le proxénétisme.

- Renforcer la lutte contre le proxénétisme via Internet

Vue le nombre d'annonces Internet repérées sur le département (659) et la présence de nombreuses personnes de passage, il nous semble indispensable de porter une attention particulière à ce sujet. Les actions de sensibilisation mentionnées ci-dessus participent de fait à la lutte contre le proxénétisme via Internet. Au-delà, il s'agirait d'inscrire davantage cette problématique dans les politiques pénales des parquets sur le département et de renforcer les moyens des forces de l'ordre pour leur permettre d'agir davantage sur initiative en effectuant, par exemple, une veille régulière sur Internet. A travers les diagnostics Internet que nous avons réalisés dans d'autres départements et notre expérience des maraudes virtuelles, nous avons pu constater que la présence de réseaux de proxénétisme est clairement visible sur les sites spécialisés en « escorting ». La systématique avec laquelle les fiches sont remplies, l'annonce de dates de tournées internationales, la rédaction en plusieurs langues... laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agit d'une prostitution gérée par des réseaux bien organisés. Les proxénètes sont plus discrets sur les sites de petites annonces et de rencontres. Leur présence peut cependant être supposée à travers un faisceau d'indices faisant penser que la prostitution est organisée par des personnes autres que la personne en situation de prostitution elle-même³⁴.

³⁴ Ce faisceau d'indices est listé dans le Diagnostic de la prostitution en Ile-de-France, conduit par l'Amicale du Nid en 2017 : Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017, p. 64-65.

- Informer le grand public sur l'interdiction de l'achat d'actes sexuels, renforcer la pénalisation des « clients » de la prostitution et mettre en place les stages de responsabilisation prévus par la loi du 13 avril 2016

Toujours au niveau des politiques pénales, se pose la question de l'interdiction de l'achat d'actes sexuels. Celle-ci existe depuis 2002 lorsque les personnes en situation de prostitution sont mineures, avec des peines renforcées par la loi du 21 avril 2021 visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste³⁵. Elle a été élargie en 2016 au recours à la prostitution de personnes majeures. Ces lois restent généralement peu connues du grand public. Des campagnes portées par les pouvoirs publics, à l'occasion de journées comme le 8 mars ou le 25 novembre mais aussi lors de grandes évènements (sportifs, culturels, professionnels...), durant lesquels on observe souvent une hausse de la prostitution, pourraient permettre d'informer davantage à ce sujet³⁶. La loi de 2016 introduit également une notion de responsabilisation des « clients » avec la possibilité de mettre en place des stages similaires à ceux existant à destination des auteurs de violences conjugales (à condition qu'il ne s'agisse par d'une récidive et que les victimes ne soient pas mineures). Ces stages sont généralement organisés par des associations de suivi socio-judiciaire, en partenariat avec les associations spécialisées et les forces de l'ordre. N'ayant pas rencontré la police et la justice au cours de notre diagnostic, et aucun fait n'étant remonté au niveau de la gendarmerie, nous ne disposons pas d'informations sur d'éventuelles verbalisations de « clients » dans le département. Vue le nombre d'annonces de sollicitation de prostitution recensées lors de nos recherches sur Internet (71 en trois mois sur le site de petites annonces généraliste g-trouve.com, 12 lors d'une simulation de 20 minutes sur le tchat coco.fr), et considérant le fait que c'est en premier lieu la demande qui crée le marché de l'exploitation sexuelle, de telles actions nous apparaissent cependant appropriées.

<https://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2018/03/diag-idf-version-finale-dec2017.pdf>

³⁵ Loi n°2002-305 du 04 mars 2022 relative à l'autorité parentale (article 13) et Loi n°2021-478 du 21 avril 2021 visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste.

³⁶ Voir par exemple la campagne de sensibilisation réalisée par la Mairie de Grenoble en 2016, en partenariat avec les associations l'Appart, Zéromacho et l'Amicale du Nid.

Un article de la revue Prostitution et Société, du Mouvement du Nid, résume ce projet :

<http://prostitutionetsociete.fr/prevention-et-education/outils/article/grenoble-lance-une-campagne-en-direction-des-clients>

Ou encore la campagne du gouvernement, toujours en 2016, en partenariat avec Le Mouvement du Nid, Zéromacho et 9 villes françaises à l'occasion de la coupe du monde de football masculin, présentée dans plusieurs articles de presse dont celui de 50-50 Magazine :

<https://www.50-50magazine.fr/2016/06/15/uefa-2016-le-prix-dune-passe-nest-pas-celui-que-tu-crois>

Synthèse des pistes d'action

Diagnostic et statistiques	<ul style="list-style-type: none"> • Approfondir le diagnostic sur : la prostitution des jeunes (mineur.es et jeunes majeur.es dont étudiant.es), la prostitution en dehors de la métropole clermontoise. • Produire des chiffres annuels sur l'accueil des personnes en situation de prostitution dans les structures du territoire.
Partenariat et coordination	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer systématiquement la question de la prostitution dans les réseaux, dispositifs et protocoles de lutte contre les violences faites aux femmes. • Poursuivre l'information sur l'intervention de l'association agréée et son périmètre d'action (CeCer). • Réinstaurer des temps d'échanges opérationnels entre professionnel.les de terrain sur les situations complexes.
Sensibilisation et formation	<ul style="list-style-type: none"> • (In)former les professionnel.les susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution pour mieux repérer, aborder le sujet, orienter et accompagner.
Aller-vers	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les intervenant.es en rue au repérage des personnes en situation de prostitution et à la prévention des risques prostitutionnels (EMPP, prévention spécialisée...) • Poursuivre le développement des actions d'aller-vers spécifiques, en présentiel et via Internet, et les actions de réduction des risques permettant d'entrer en lien sur les questions de santé (AIDES).
Accueil	<ul style="list-style-type: none"> • Inclure la prostitution dans les projets d'accueil de jour à destination des femmes en errance, pour la prévention, le repérage et l'information sur les droits (projets à Clermont-Ferrand et à Issoire). • Questionner systématiquement la prostitution lors des auditions de femmes victimes de violences (Police et Gendarmerie). • Intégrer la prostitution dans les outils de dépistage des et questionnaires de premier accueil violences (WAST pour les acteurs de santé). • Développer des dispositifs d'accueil sans rendez-vous, plus adaptés au rythme des personnes.
Accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les moyens dédiés à l'accompagnement social global des personnes en situation de prostitution, dans le cadre du PSP mais aussi en dehors de ce dispositif (CeCler). • Garantir la mise à l'abri des personnes souhaitant sortir de la prostitution dans le cadre de places fléchées et sécurisées. • Cartographier l'offre de soin en santé mentale sur le département pour renforcer les possibilités de prise en charge psychologique sur le long terme.
Prévention	<ul style="list-style-type: none"> • Inclure la prostitution dans les actions et dispositifs existants de prévention à destination des jeunes et du grand public (Education nationale, Université, Maison de protection des familles de la Gendarmerie...). • Former et outiller les animateur.rices de prévention sur le sujet de la prostitution.
Lutte contre le proxénétisme et le recours à la prostitution	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les hôteliers, hôtes <i>Airbnb</i>, propriétaires de locations saisonnières... pour mieux repérer les situations de prostitution discrète. • Renforcer la lutte contre le proxénétisme via Internet. • Informer le grand public sur l'interdiction de l'achat d'actes sexuels, renforcer la pénalisation des « clients » de la prostitution et mettre en place les stages de responsabilisation prévus par la loi du 13 avril 2016.

ANNEXES

Annexe I : Les 6 points clés de la Loi du 13 avril 2016



Ministère des Familles, de l'Enfance
et des Droits des Femmes

LES 6 POINTS CLÉS DE LA LOI PROSTITUTION

1



Abrogation du délit de racolage :
les personnes prostituées sont reconnues comme
des victimes et non plus comme des délinquantes.

2



Responsabilisation des clients :
ils sont désormais passibles d'une contravention
de 1500 euros. Les moyens de lutte contre les réseaux
et proxénètes sont également renforcés

3



Mesures de protection et d'accompagnement :
un parcours de sortie de la prostitution est créé,
financé par un fonds dédié.

4



Actions de prévention et de sensibilisation :
la lutte contre la marchandisation des corps entrera
dans les thématiques relevant de l'éducation
et de la citoyenneté

5



**Autorisation provisoire de séjour
de six mois (et droit au travail) :**
pour les personnes prostituées étrangères engagées
dans un parcours de sortie de la prostitution

6



**Instauration d'une nouvelle instance
présente dans les départements :**
son but sera de coordonner l'action en faveur
des victimes de la prostitution

www.familles-enfance-droitsdesfemmes.gouv.fr

Annexe 2 : Revue de presse des articles parus entre 2018 et 2021 et traitant de prostitution dans le Puy-de-Dôme

2021

- L'Est Républicain, 11 novembre 2021, « Prostitution chinoise à Besançon : dans les coulisses d'un réseau national »
- La Voix du Nord, 29 octobre 2021, « Merville : trente mois de prison pour avoir prostitué sa compagne pendant trois ans »
- La Montagne, 13 avril 2021, « Condamnés pour avoir logé des prostituées dans des appartements du Puy-de-Dôme et de l'Allier »
- Le Progrès, 9 avril 2021, « Les 'escorts' enchaînaient les passes dans des hôtels miteux »

2020

- La Montagne, 10 juin 2020, « Une maman condamnée pour avoir violenté et mis à la porte ses deux filles mineures à Chamalières (Puy-de-Dôme) »

2019

- La Montagne, 15 octobre 2019, « Un homme soupçonné d'avoir violenté et volé une prostituée à Clermont-Ferrand »
- La Montagne, 27 juin 2019, « Des prostituées soupçonnées d'avoir arnaqué un client à Clermont-Ferrand »

2018

- La Montagne, 30 novembre 2018, « Ils braquaient des prostituées à Clermont-Ferrand : condamnés à 24 et 35 mois de prison ferme »

Annexe 3 : Liste des structures rencontrées en entretien dans le Puy-de-Dôme

Date	Structure
31/05/2021	CeCler
06/07/2021	Education Nationale
29/09/2021	RSPA – Réseau de Santé Périnatal Auvergne
10/01/2021	UCA – Université Clermont Auvergne, Service de santé universitaire
11/01/2022	Gendarmerie Nationale
11/01/2022	AIDES
13/01/2022	Femmes Solidaires de Clermont-Ferrand
14/01/2022	ANEF 63 – SIAO
19/01/2022	EMPP – Equipe Mobile Psychiatrie Précarité

Annexe 4 : Questionnaire en ligne

Diagnostic partagé de la prostitution dans le Puy-de-Dôme

Lien vers le questionnaire en ligne : <https://forms.gle/DqgZZeSItV57q4AU7>

Les objectifs :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité et la Ville de Clermont-Ferrand souhaitent aboutir à une connaissance plus précise du phénomène prostitutionnel dans le Puy-de-Dôme.

Il s'agit de :

1. Faire remonter les risques et les situations de prostitution identifiés de manière probable, ou avérée, par les acteurs rices de terrain
2. Faire remonter les ressources, les besoins, les attentes, de ces acteurs rices sur la problématique du système prostitutionnel
3. Proposer des pistes d'action

Le questionnaire :

Ce questionnaire est adressé aux professionnel·les et bénévoles susceptibles de rencontrer ou recevoir des personnes en situation ou en risque de prostitution. Aucune information nominative n'est recueillie sur ces personnes.

Il est auto-administré, en ligne, via Google Form et nécessite environ 20 minutes de votre temps (une version Word peut aussi être demandée à : lgil@adn-asso.org).

L'ensemble des réponses seront anonymisées lors du traitement des données. La restitution fera apparaître uniquement les structures et les fonctions.

Les questions portent, en priorité, sur votre pratique professionnelle au cours des trois dernières années (2018, 2019, 2020).

Qu'entend-on par prostitution ?

La prostitution prend des formes multiples. Elle peut avoir lieu à l'extérieur (rue, route, forêt, parking...) ou dans des espaces clos (hôtel ou appartement, via Internet notamment, salon de massage, bar à hôtesse, boîte de nuit...).

Elle est rarement nommée comme telle : on parle de débrouille, d'escorting, de michetonnage, de masseuses, d'accompagnatrices, d'hôtesse... Ces termes euphémisent une même réalité : l'achat d'actes sexuels, avec une contrepartie qui peut être financière ou non (hébergement, nourriture, vêtements, téléphone portable...), et des conséquences importantes pour les personnes qui sont marchandisées.

Introduction : quelques données vous concernant

Les réponses au questionnaire seront anonymisées lors du traitement des données. Les informations recueillies seront utilisées uniquement dans le cadre du diagnostic de la prostitution dans le Puy-de-Dôme.

> Nom de l'organisation ou du service :

> Nom du/de la répondant·e :

> Fonction :

- > Adresse mail :
- > Numéro de téléphone :
- > Votre activité principale :
- > Vous remplissez le questionnaire :
 - A titre individuel
 - A titre collectif (service ou structure)
- > Si le questionnaire est rempli à titre collectif, combien de professionnel les ont-ils/elles été consulté es ?

I- Le repérage et l'identification des personnes en risque ou en situation de prostitution

- > Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà :
(plusieurs réponses possibles)
 - Identifié des situations de risque prostitutionnel (des personnes vous semblant particulièrement exposées au risque d'entrer dans la prostitution)
 - Identifié, de manière probable ou avérée, des situations de prostitution
 - Eu connaissance, par un tiers, de situations de prostitution
 - Été témoin de situations de prostitution

Si vous n'avez coché aucune case ci-dessus, merci de passer directement à la 2^{ème} partie du questionnaire.

- > Combien de personnes environ ces situations concernent-elles ?

Description des situations

Dans cette section, vous allez pouvoir décrire les situations que vous avez identifiées de manière probable ou avérée, que vous avez observées ou que l'on vous a rapportées, au cours des trois dernières années (2018, 2019, 2020).

Ces situations peuvent concerner une personne en particulier, ou un groupe de personnes présentant des similarités dans leur profil ou leur parcours de vie.

MERCI DE DÉCRIRE UNE SITUATION A LA FOIS : à la fin de la description de la situation n° 1, il vous sera proposé d'ajouter une situation n° 2 etc.

Situation n° 1

(1 personne ou 1 groupe de personnes)

Les personnes concernées

- > Sur les trois dernières années, combien de personnes (environ) sont concernées par cette situation ?

- > Ces personnes sont :

*Les personnes transidentitaires incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.

- Des femmes
- Des hommes
- Des personnes transidentitaires*

- > Quel âge ont-elles, environ ?

- Moins de 15 ans
- 15-17 ans
- 18-25 ans
- 26-35 ans
- 36-45 ans
- 46-55 ans

- Plus de 55 ans
- > Quelle est leur nationalité ?
 - Française
 - Union Européenne
 - Hors Union Européenne
- > Pour les personnes étrangères, quel est leur pays d'origine ?
- > Pour les personnes étrangères hors Union Européenne, quelle est leur situation administrative ?
 - Situation régulière
 - Situation irrégulière
 - Demande de régularisation en cours
 - Autre (précisez)
- > Quelle est leur situation familiale ?
 - En couple ou en famille
 - Seul·e avec enfant(s) à charge ou enceinte
 - Seul·e sans enfants
 - Autre (précisez)
- > Comment / où logent-elles ?
 - Logement autonome
 - Famille
 - Logement étudiant
 - Centre d'hébergement / Foyer
 - Hôtel / Via le 115
 - Rue
 - Squat
 - Tiers / Connaissance / Communauté
 - Camp / Bidonville
 - Autre (précisez)
- > Quelle est leur situation professionnelle ?
 - Apprenti·e
 - Demandeur·euse d'emploi
 - Etranger·e sans titre de travail
 - Etudiant·e
 - Travailleur·euse indépendant·e
 - Salarié·e
 - Scolarisé·e (collège, lycée)
 - Retraité·e
 - Autre (précisez)
- > Quelle est leur situation financière ?
 - Minima sociaux
 - Salaire
 - Sans ressources
 - Autre (précisez)
- > Pouvez-vous décrire leur parcours de vie, des facteurs de vulnérabilité qui pourraient conduire ces personnes à entrer dans la prostitution ?

L'entrée dans le système prostitutionnel est généralement la conséquence d'une conjonction de facteurs fragilisants et déclenchants qui relèvent du contexte sociétal (précarité socio-économique, inégalités, violences sociales, politiques, liées au genre ou à l'orientation sexuelle...) et des parcours de vie individuels (violences déjà subies, carences affectives, ruptures familiales et/ou sociales, isolement, errance, difficultés économiques...)

Les faits de prostitution

> Dans quel(s) type(s) de lieu les faits de prostitution se déroulent-ils ?

La prostitution prend des formes multiples. Dans tous les cas, il s'agit de l'achat d'un acte sexuel (la contrepartie pouvant être financière ou non), avec les mêmes conséquences induites pour les personnes en situation de prostitution. On parle de prostitution "visible" quand les faits de prostitution ont lieu à l'extérieur (route, rue, forêt, parking...) et de prostitution "discrète" quand ils se déroulent dans des lieux clos (hôtel ou appartement, via Internet notamment, salon de massage, bar à hôtesse, boîte de nuit...)

- Appartement
- Bar / Club
- Forêt / Bois
- Hôtel
- Route
- Rue
- Salon de massage
- Structure d'hébergement
- Inconnu
- Autre (précisez)

> Dans quelle(s) ville(s) / zone(s) géographique(s) ont lieu ces faits ?

> Quelle(s) forme(s) prennent les contreparties à l'acte sexuel ?

- Argent
- Hébergement
- Autres biens ou services
- Inconnu
- Autre (précisez)

> Comment les « clients » entrent-ils en contact avec les personnes en situation de prostitution ?

- Internet
- Téléphone
- Lieux publics
- Inconnu
- Autre (précisez)

> Disposez-vous d'information sur ces « clients » (sexe, âge, provenance géographique...) ?

> Y a-t-il un/des proxénète(s) ?

La loi française (articles 225-5 et suivants du code pénal) définit comme proxénète toute personne qui : aide, assiste, protège la prostitution d'autrui / tire profit de la prostitution d'autrui / embauche ou entraîne quelqu'un·e pour qu'elle ou il se prostitue / exerce une pression sur quelqu'un·e pour qu'elle ou il se prostitue.

- Oui
- Non
- Je ne sais pas
- Autre (précisez)

> Si oui, quels sont leurs liens avec les personnes en situation de prostitution ?

- Conjoint·e / Petit·e ami·e
- Autre membre de la famille
- Réseau amical

- Réseau de proxénétisme ou de traite (hors intra-familial et amical)
- Autre (précisez)

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

> Décrire une autre situation ?

- Oui
- Non, passer à la rubrique suivante

II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution

La loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées considère la prostitution comme un système de violences.

Dans ce système, il y a :

- *De multiples auteurs de violences : les clients, les proxénètes, la société dans son ensemble*
- *Des victimes de violences, qu'il convient d'accompagner en tant que telles : les personnes en situation de prostitution*

> Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà pris en charge des personnes en situation ou en risque de prostitution ?

- Oui
- Non

> Si oui, avez-vous parlé avec elles de prostitution (directement ou de manière suggérée) ?

- Oui
- Non

> Ces personnes avaient-elles des demandes particulières ? Lesquelles ?

> Quelles réponses ont été apportées ?

> Avez-vous orienté ces personnes vers d'autres structures ? Lesquelles ?

> Aborder le sujet de la prostitution avec une personne qui pourrait être concerné vous semble-t-il :

- Facile
- Difficile
- Ni facile, ni difficile

> Pourquoi ?

> Vous estimez-vous suffisamment outillé(e) ?

- Oui
- Non

> Si non, de quoi auriez-vous besoin ?

- Information / sensibilisation
- Appui d'associations spécialisées
- Formation
- Outils de prévention
- Mise en réseau
- Autre (précisez)

> Avez-vous connaissance de l'association agréée sur le département pour accompagner les personnes vers la sortie de la prostitution ?

Dans le Puy-de-Dôme, l'association agréée pour porter les Parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle est le CeCler.

- Oui
- Non

> Avez-vous déjà suivi, ou allez-vous suivre, une formation en lien avec cette problématique ?

- Oui
- Non

> Si oui, pouvez préciser le type de formation suivie (nombre de jours, titre, intervenant.e...) ?

> Seriez-vous intéressé·e pour participer à un travail en réseau ou à une démarche de réflexion partagée en lien avec cette problématique ?

- Oui
- Non

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Conclusion : pour aller plus loin

> Acceptez-vous d'être recontacté·e dans le cadre de ce diagnostic ?

- Oui
- Non

> Connaissez-vous des personnes ressources pour ce diagnostic ?

- Oui
- Non

> Si oui, pourriez-vous nous indiquer leurs noms / coordonnées / fonctions ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Merci !

Nous vous remercions pour votre collaboration.

Pour toutes informations, n'hésitez pas à contacter :

Lucie GIL, Chargée de mission diagnostics, communication, formation
Amicale du Nid

01 44 52 56 40 / 06 17 01 36 19

lgil@adn-asso.org